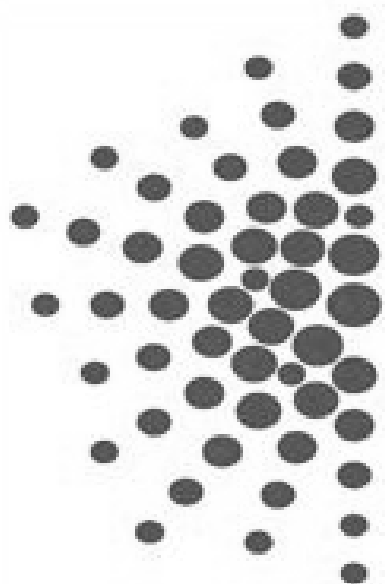


PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2020

DOCUMENT DE PROGRAMMATION BUDGÉTAIRE
ET ÉCONOMIQUE PLURIANNUELLE 2020-2022

DOCUMENT PRINCIPAL



PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2020

DOCUMENT DE PROGRAMMATION BUDGÉTAIRE
ET ÉCONOMIQUE PLURIANNUELLE 2020-2022

DOCUMENT PRINCIPAL

SOMMAIRE

Liste des Tableaux	iii
Liste des Graphiques	v
Synthèse	7
Introduction.....	9
I. Situation Économique et Financière sur la Période 2016-2019.....	11
I.1 Situation économique sur la période 2016-2019	11
I.1.1 Aperçu sur la situation économique de 2016 à 2018.....	11
I.1.2 Retour sur la situation macroéconomique en 2019	15
I.2 Situation financière sur la période 2016-2019	18
I.2.1 Opérations financières de l'État de 2016 à 2018	18
I.2.2 Aperçu sur la Loi de finances 2019	26
I.2.3 Situation financière des entreprises publiques sur la période 2016 à 2019....	26
I.2.4 Situation des finances locales de 2016 à 2019	31
I.2.5 Situation de la sécurité sociale de 2016-2019	34
II. Perspectives Économiques et Financières sur la Période 2020-2022	39
II.1 Perspectives de croissance au Bénin.....	39
II.1.1 Orientations économiques du budget de l'État, gestion 2020	39
II.1.2 Cadrage macroéconomique à moyen terme 2020-2022.....	45
II.1.3 Incertitudes	49
II.2 Perspectives financières 2020-2022	52
II.2.1 Opérations financières de l'État pour 2020-2022.....	52
II.2.2 Stratégie d'endettement sur la période 2020-2022.....	55
II.2.3 Situation financière des entreprises publiques sur la période 2020-2022	55
II.2.4 Perspectives des finances locales sur la période 2020-2022	58
II.2.5 Perspectives en matière de sécurité sociale sur la période 2020-2022	59
Conclusion.....	63





LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Quelques indicateurs de l'environnement sous régional et international de 2016 à 2019	12
Tableau 2 : Croissances sectorielles sur la période 2017-2019 (en %).....	17
Tableau 3 : Synthèse du Tableau des Opérations Financières de l'État (TOFE) sur la période 2016-2018 (en milliards FCFA, sauf indication contraire)	25
Tableau 4 : Tableau d'équilibre de la Loi de Finances 2019 (en millions FCFA)	26
Tableau 5 : Quelques indicateurs financiers des sociétés et offices d'État de 2016 à 2019 (en milliards FCFA).....	28
Tableau 6 : Évolution des recettes totales des communes sur la période 2016-2019 (en milliards FCFA).....	31
Tableau 7 : Point des transferts des ressources du FADeC aux communes par secteur entre 2017 et 2018 (en milliards FCFA)	32
Tableau 8 : Évolution des dépenses totales des communes sur la période 2016-2019 (en milliards FCFA).....	33
Tableau 9 : Évolution des recettes et des dépenses de la CNSS de 2016 à 2019 (en milliards FCFA)	36
Tableau 10 : Évolution des effectifs des pensionnés du FNRB sur la période 2016-2018....	37
Tableau 11 : Récapitulatif des produits et des charges du FNRB sur la période 2016-2019 (en milliards FCFA).....	38
Tableau 12 : Principales hypothèses et synthèse des résultats du cadrage macroéconomique sur la période 2020-2022.....	49
Tableau 13 : Tableau d'équilibre prévisionnel du budget sur la période 2020-2022 (en millions FCFA)	54
Tableau 14 : Quelques indicateurs des finances publiques sur la période 2020-2022 (en %) 54	
Tableau 15 : Évolution prévisionnelle de quelques indicateurs des sociétés et offices d'État sur la période 2020-2022 (en milliards FCFA).....	56
Tableau 16 : Évolution prévisionnelle des recettes et des dépenses totales des communes de 2020 à 2022 (en milliards FCFA).....	59



Tableau 17 : Perspectives de charges, de produits et de résultats de la CNSS sur la période 2020-2022 (en milliards FCFA)	60
Tableau 18 : Perspectives des départs à la retraite sur la période 2020-2022	60
Tableau 19 : Perspectives des charges et des produits du FNRB sur la période 2020-2022 (en milliards FCFA).....	62



LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Évolution du taux de croissance réel sur la période 2008-2018 (en %)	13
Graphique 2 : Croissances moyennes et contributions moyennes à la croissance sur la période 2016-2018 (en %).....	14
Graphique 3 : Trajectoire du déficit budgétaire global, dons compris de 2015-2018	24
Graphique 4 : Chiffres d'affaires des sociétés et offices d'État de 2016 à 2019 (en milliards FCFA)	27
Graphique 5 : Charges de personnel des sociétés et offices d'État de 2016 à 2019 (en milliards FCFA)	28
Graphique 6 : Évolution des subventions dans les établissements publics de 2016 à 2019 (en milliards FCFA).....	29
Graphique 7 : Subvention d'exploitation des établissements publics (en milliards FCFA) ...	30
Graphique 8 : Subvention d'investissement des établissements publics de 2016 à 2019 (en milliards FCFA).....	30
Graphique 9 : Impôts et taxes des sociétés d'État et offices de 2016 à 2019 (en milliard FCFA)	31
Graphique 10 : Composition des recettes de fonctionnement des communes par grandes masses en 2018.....	32
Graphique 11 : Composition des dépenses de fonctionnement des communes par grandes masses en 2018 (en %).....	33
Graphique 12 : Répartition des investissements communaux réalisés sur le FADeC par secteur en 2018 (en %)	34
Graphique 13 : Effectifs des assurés et des employeurs affiliés à la CNSS sur la période 2016-2018	35
Graphique 14 : Évolution du taux de croissance économique de 2017 à 2022 (%)	45
Graphique 15 : Évolution prévisionnelle des chiffres d'affaires des sociétés et offices d'État sur la période 2020-2022 (en milliards FCFA).....	56
Graphique 16 : Évolution prévisionnelle des charges de personnel des sociétés et offices d'État sur la période 2020-2022 (en milliards FCFA).....	57



Graphique 17 : Évolution prévisionnelle des subventions dans les établissements publics sur la période 2020-2022 (en milliards FCFA)	57
Graphique 18 : Subvention d'exploitation des établissements publics (en milliards FCFA) .	58
Graphique 19 : Subvention d'investissement des établissements publics (en milliards FCFA)	58
Graphique 20: Évolution prévisionnelle des impôts et taxes des établissements publics sur la période 2020-2022 (en milliards FCFA)	58



SYNTHÈSE

L'activité économique mondiale a connu un ralentissement en 2018. Selon le FMI, la croissance de l'économie mondiale se situerait à 3,6% en 2018 contre 3,8% en 2017. Cette décélération est la conséquence des effets négatifs de l'escalade des tensions sino-américaines ainsi que de la détérioration des conditions économiques dans certains pays émergents et en développement.

Au niveau **sous régional**, la croissance de l'activité est demeurée robuste dans la zone UEMOA. Selon la Commission de l'UEMOA, le rythme d'augmentation du Produit Intérieur Brut (PIB) réel s'est affiché à 6,6% en 2018 comme en 2017 après 6,4% en 2016. Au **Nigéria**, la croissance a poursuivi son accélération pour s'afficher à 1,9% en 2018 contre 0,8% en 2017 après la contraction à 1,6% enregistrée en 2016.

Au **plan national**, la croissance économique s'est raffermie en 2018 pour ressortir à 6,7% contre 5,7% en 2017 et 3,3% en 2016, tirée principalement par l'agriculture et les services.

Au niveau des **finances publiques**, la mobilisation accrue des ressources intérieures, conjuguée à la maîtrise des dépenses a permis de ramener le déficit budgétaire global, dons inclus, à 2,9% du PIB en 2018.

S'agissant du **commerce extérieur**, le déficit de la balance commerciale s'est maintenu, avec un solde courant négatif ressorti en moyenne à -6,7% du PIB sur la période 2016-2018. Cependant, le solde global ressortirait positif (+2,5% du PIB) en 2018, grâce à l'afflux des capitaux extérieurs. Il s'établirait en moyenne à -0,5% du PIB sur la période sous revue.

Au **plan monétaire**, la situation sur la période 2016-2018 est marquée par une hausse de 2,0% de la masse monétaire qui s'est établie à 2 213,0 milliards FCFA en 2018 contre 2 089,8 milliards FCFA en 2016. Cette hausse de la masse monétaire est principalement soutenue par l'augmentation des créances sur l'économie (+8,4%).

Au niveau des **collectivités locales**, les recettes totales sont passées de 67,9 milliards FCFA en 2017 à 79,4 milliards FCFA en 2018, soit une progression de 16,9%. Cette hausse est due à la fois à la montée des transferts aux communes et à l'augmentation de leurs recettes propres. Ces recettes leur ont permis de prendre en charge les dépenses de fonctionnement et de réaliser des investissements.

En ce qui concerne les **établissements publics** (offices et sociétés d'Etat), les chiffres disponibles montrent une amélioration des produits, aussi bien

pour les sociétés que pour les offices. Les produits enregistrés par les sociétés ont permis de couvrir entièrement leurs charges et de dégager des résultats nets positifs qui se sont établis en moyenne à 3,2 milliards FCFA sur la période sous revue. Les opérations financières des offices s'inscrivent dans la même tendance.

S'agissant de la **sécurité sociale**, elle est globalement marquée par une amélioration des situations financières de la CNSS et du FNRB. Ainsi, les résultats dégagés par la CNSS sont en constante amélioration depuis 2016 et s'établissent à 69,1 milliards FCFA en 2018 contre 45,4 milliards FCFA en 2016. S'agissant du FNRB, la tendance est à une réduction de son déficit. Le déficit s'affiche à 44,6 milliards FCFA en 2018, quasiment comme en 2016, contre 54,8 milliards FCFA en 2017.

En perspective, la conduite de la politique économique sur la période 2020-2022 restera conforme aux grandes options prises par le Gouvernement à travers son Programme d'Actions. Il en

résulterait un taux de croissance qui restera élevé et soutenu à moyen terme. Le Gouvernement entend mener les actions nécessaires pour le porter à 7,6% sur la période 2020-2022.

Au plan des finances publiques, les ressources totales du Budget Général devraient afficher une hausse de 9,1% en moyenne annuelle sur la période 2020-2022. Spécifiquement pour 2020, elles s'afficheraient à 1 333,0 milliards FCFA contre 1 211,9 milliards FCFA en 2019, soit une hausse de 10,0%. Du côté des charges, **les dépenses** du Budget Général afficheraient un taux de progression moyen de 7,2% sur la période 2020-2022. Pour 2020, elles s'élèveraient à 1 486,9 milliards FCFA, induisant ainsi un niveau de déficit évalué à 1,8% du PIB.

Enfin, l'ensemble des interventions de l'État se feront de manière à préserver la viabilité de la dette et la soutenabilité des finances publiques.



INTRODUCTION

Le Budget de l'État constitue l'expression chiffrée de la stratégie de développement socio-économique du pays. C'est l'acte par lequel sont prévues et autorisées les recettes et les dépenses de l'État pour une année civile.

Conformément à la Loi Organique n°2013-14 du 27 septembre 2013, la loi de finances initiale est accompagnée du Document de Programmation Budgétaire et Économique Pluriannuelle (DPBEP). Instrument de programmation pluriannuelle glissant, le DPBEP définit les orientations, fixe les priorités en matière de politique publique et présente l'évolution des ressources et des charges sur une période de trois (03) ans.

La présente édition du DPBEP met l'accent sur les options stratégiques retenues par le Gouvernement pour la gestion 2020, qui feront l'objet d'un débat d'orientation budgétaire (DOB) à l'Assemblée Nationale, au plus tard le 30 juin 2019, en respect des dispositions de la LOLF. Ce débat s'inscrit dans le cadre de l'exercice du pouvoir de contrôle de l'institution parlementaire et contribue à améliorer l'information de cette dernière sur l'économie et l'évolution des finances publiques à moyen terme.

Les options stratégiques présentées dans ce document restent conformes au Programme d'Actions du Gouvernement (PAG 2016-2021) qui, à son tour, est en parfaite cohérence avec le Plan National de Développement (PND) 2018-2025 et le Programme de Croissance pour le Développement Durable (PC2D) 2018-2021.

Globalement, le document présente la trajectoire d'une économie en croissance depuis 2016, expose les efforts de consolidation budgétaire et de maîtrise de la dette, et aborde les points d'ancrage de la politique économique en 2020 et au cours des années à venir. Il s'articule autour de deux grandes parties. La première présente la situation socioéconomique et financière sur la période 2016-2019 et la seconde annonce les perspectives économiques et financières à moyen terme (2020-2022).





I. SITUATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIERE SUR LA PERIODE 2016-2019

I.1 Situation économique sur la période 2016-2019

I.1.1 Aperçu sur la situation économique de 2016 à 2018

L'économie mondiale a entamé l'année 2018 sur une note positive, à la suite de l'accélération de la production mondiale et des échanges tout au long de 2017 et après la stagnation enregistrée en 2016. Cependant, à mesure que les investisseurs ont perdu confiance eu égard aux perspectives économiques, l'embellie s'est essoufflée. Ainsi, le taux de croissance de l'économie mondiale, selon le FMI¹, ressortirait à 3,6% en 2018 contre 3,8% en 2017 et 3,3% en 2016. Ce ralentissement en 2018, en dépit de belles performances enregistrées au premier semestre, est la conséquence des effets négatifs de l'escalade des tensions sino-américaines, ainsi que de la détérioration des perspectives pour certains pays émergents et en développement.

Au **niveau sous régional**, la croissance de l'activité économique est demeurée robuste dans l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). En effet, selon le Rapport d'Exécution de la Surveillance Multilatérale, élaboré en décembre 2018 par la Commission de l'UEMOA, le dynamisme de l'activité économique amorcé dans la zone depuis 2012 s'est poursuivi avec un taux de croissance de 6,6% en 2018 comme en 2017 et 6,4% en 2016. Cette croissance est portée par l'ensemble des secteurs de l'économie, en rapport avec la poursuite de la mise en œuvre des programmes de développement nationaux. Elle s'est déroulée dans un contexte non inflationniste, marqué par un faible taux d'inflation de 1,0% en 2018 comme en 2017 contre 0,1% en 2016.

Au **Nigéria**, la croissance s'est raffermie en 2018. Après la contraction de 1,6% enregistrée en 2016, le taux de croissance de la première économie d'Afrique est passé de 0,8% en 2017 à 1,9% en 2018. L'amélioration notée, quoique inférieure aux prévisions, est tirée par la production de pétrole qui a connu des perturbations mineures et le redressement de l'économie non pétrolière. Cette tendance favorable de l'économie nigériane devrait se maintenir à moyen terme.

¹ Perspectives Économiques Mondiales, avril 2019



Tableau 1 : Quelques indicateurs de l'environnement sous régional et international de 2016 à 2019

Année	2016	2017	2018	2019 ^{proj}
Taux de croissance (%)				
Pays avancés	2,2	2,4	2,2	1,9
Pays émergents et en développement	4,4	4,8	4,5	4,1
Afrique Subsaharienne	1,5	2,9	3,1	3,4
UEMOA	6,4	6,6	6,6	6,7
Nigéria	-1,6	0,8	1,9	2,3
Monde	3,3	3,8	3,6	3,2
Taux d'inflation (%)				
Pays avancés	0,9	1,7	2,0	1,6
Pays émergents et en développement	4,2	4,3	4,8	4,8
Afrique Subsaharienne	11,2	11,0	8,5	8,1
Nigéria	15,7	16,5	12,1	11,7
UEMOA	0,4	1,1	0,9	1,8
Matières Premières				
Coton (\$/kg)	1,64	1,84	1,91	1,75
Pétrole (\$/baril)	42,8	52,8	68,3	66,0
Riz (\$/mt)	396,2	398,9	447,0	436,4
Huile de palme (\$/mt)	736,0	751,0	639,0	600,0
Soja (\$/mt)	375,0	350,0	405,0	373,5
Taux de change				
Euro/Dollar	1,11	1,13	1,18	1,18
Dollar/FCFA	555,19	580,86	555,45	555,45
Yen/FCFA	5,46	5,18	5,03	5,03
Naira/FCFA	2,48	1,95	1,85	1,85

Source : FMI (*Mise à jour des perspectives de l'économie mondiale : juillet 2019 ; Perspectives Économiques Régionales, Afrique subsaharienne, avril 2019*), Banque Mondiale (*pink sheet, avril et septembre 2019*), Banque de France, *septembre 2019*, Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2019-2028, *septembre 2019*, UEMOA (*Rapport d'Exécution de la Surveillance Multilatérale, juin 2019*), Central Bank of Nigeria, *septembre 2019*.

Au **plan national**, l'activité économique s'est continûment accélérée sur la période 2016-2018. Le taux de croissance de l'économie s'afficherait² à 6,7% en 2018 contre 5,7% en 2017 et 3,3% en 2016. Cette hausse du taux de croissance est principalement imputable à : i) la bonne tenue de la production de coton qui n'a cessé d'atteindre des niveaux records depuis 2016³ ; ii) la vitalité de l'activité dans le secteur des BTP en lien avec la mise en œuvre effective du PAG ; iii) l'évolution favorable dans la branche de l'agro-industrie en réponse aux bonnes performances du secteur agricole ; iv) le dynamisme au Port de Cotonou et ses effets induits sur l'activité de transport, suite aux

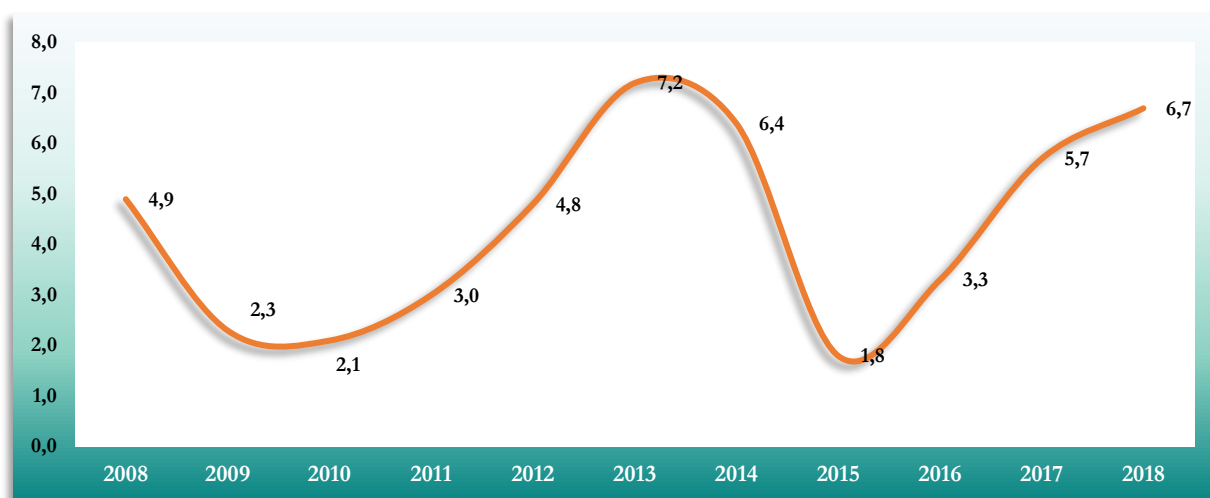
² Le conditionnel est utilisé dans cette partie parce que les chiffres sont encore provisoires. Les chiffres définitifs d'une année **n** ne sont disponibles qu'à l'année **n+2**.

³ Selon le MAEP, la production de coton pour la campagne 2018/2019 s'établirait à 678 000 tonnes contre une réalisation de 597 968 tonnes pour la campagne cotonnière 2017/2018 et 451 121 tonnes pour la campagne 2016/2017.



réformes mises en œuvre par le Gouvernement. Par ailleurs, l'amélioration de la gouvernance économique et financière a permis de renforcer l'efficacité des régies financières dans la mobilisation des recettes publiques.

Graphique 1 : Évolution du taux de croissance réel sur la période 2008-2018 (en %)



Source : INSAE-DGAE, septembre 2019

Dans le **secteur primaire**, la valeur ajoutée afficherait une progression moyenne de 8,0% et une contribution moyenne à la croissance de 2,2% sur la période 2016-2018. La hausse de la valeur ajoutée du secteur résulte de l'accroissement régulier de la production vivrière durant toute la période sous revue et des performances sans précédent enregistrées par la production cotonnière. L'amélioration de la production agricole est induite par une pluviométrie favorable, d'une part, et par les mesures incitatives prises par le Gouvernement et l'AIC à l'endroit des producteurs, d'autre part. En outre, on note une bonne amélioration des activités d'égrenage⁴, conséquence de l'augmentation substantielle de la production cotonnière (+32,6%) entre les campagnes 2016/2017 et 2017/2018.

Spécifiquement pour le coton au titre de la campagne 2018-2019, sur la base des chiffres disponibles au 20 août 2019, la production s'établirait à 678 000 tonnes contre une réalisation de 597 968 tonnes pour la campagne cotonnière 2017/2018, soit une hausse de 13,4%. Cette performance s'explique entre autres, par : i) l'augmentation du nombre des producteurs (214 065 exploitations en 2018 contre 166 644 en 2017, soit une hausse de 28,5%) ; ii) un encadrement plus efficient avec un effectif maîtrisé d'agents d'encadrement ; et iii) l'amélioration de la gouvernance de la filière.

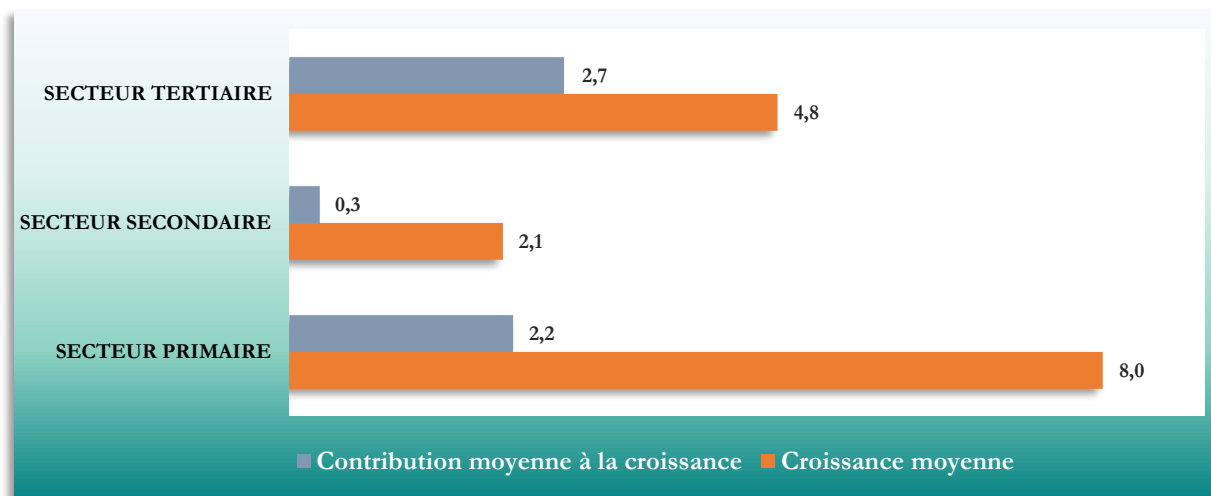
Dans le **secteur secondaire**, la valeur ajoutée a progressé en moyenne de 2,1% sur la période 2016-2018 avec une contribution à la croissance de 0,3%. Cette amélioration est le résultat, d'une part, de l'ouverture de nombreux chantiers de construction

⁴ L'égrenage est désormais comptabilisé dans le secteur primaire pour les nouveaux comptes, conformément aux recommandations du SCN 2008

d'infrastructures socio-économiques inscrits au PAG, et, d'autre part, de l'amélioration de la production vivrière qui a contribué à doper l'activité dans les industries agroalimentaires. De même, l'amélioration de l'offre d'énergie électrique en lien, entres autres, avec la réhabilitation du parc existant, soutiendrait la croissance de ce secteur.

Dans le **secteur tertiaire**⁵, la valeur ajoutée enregistrerait une hausse moyenne de 4,8% sur la période 2016-2018, avec une contribution à la croissance de 2,7%. Pour l'année 2018, le taux de croissance de la valeur ajoutée du secteur connaîtrait une hausse de 5,7%. Cette amélioration est induite d'une part, par la bonne performance enregistrée dans le sous-secteur télécommunication (accroissement de près de 135,5% du trafic data en Mégaoctets des opérateurs GSM, augmentation des chiffres d'affaires de 7,7% entre 2017 et 2018) et, d'autre part, par la bonne tenue des activités de services tirées par le trafic au Port de Cotonou, suite aux réformes mises en œuvre par le Gouvernement, notamment la mise en délégation de gestion du Port de Cotonou au Port d'Anvers international. Ainsi, les performances du Port ont permis au Bénin de franchir la barre symbolique de dix (10) millions de tonnes métriques de trafic en 2018. Enfin, les sous-secteurs commerce, hôtels et restaurants bénéficieraient de la bonne tenue des activités dans les secteurs primaire et secondaire.

Graphique 2 : Croissances moyennes et contributions moyennes à la croissance sur la période 2016-2018 (en %)



Source : INSAE-DGAE, mai 2019

Du côté des **emplois**, la consommation finale des ménages, principal poste de la consommation finale, afficherait une progression de 3,5% en 2018 comme en 2017 et 1,9% en 2016. Cette évolution de la consommation des ménages serait tirée par les revenus générés par les activités économiques et les différents transferts reçus par les ménages. En moyenne, sur la période 2016-2018, la consommation finale des ménages afficherait une hausse de 2,9% et une contribution à la croissance de 2,4%. Quant à la

⁵ Le secteur tertiaire tient compte du poste « Impôts et taxes nets de subvention »

consommation finale des administrations publiques, elle affiche une contribution moyenne faible (+0,2%) sur la période 2016-2018 en raison de la volonté du Gouvernement de mieux contenir les dépenses de fonctionnement de l'administration, notamment les dépenses de personnel et les achats de biens et services.

Les investissements, essentiellement portés par la Formation Brute de Capital Fixe (FBCF), enregistreraient une hausse moyenne de 14,0%, tirée, entre autres, par la poursuite de certains chantiers routiers et le lancement de plusieurs autres travaux de construction d'infrastructures inscrits au PAG 2016-2021. En moyenne sur la période 2016-2018, le taux d'investissement ressortirait à 23,5%. Spécifiquement pour 2018, ce taux ressortirait à 26,4% contre 24,0% en 2017 et 20,3% en 2016.

S'agissant **des prix**, le taux d'inflation est ressorti à 0,8% pour l'année 2018, soutenu par la bonne tenue de la production vivrière. Globalement, l'inflation a été contenue dans la limite des 3,0% fixée dans le cadre de la surveillance multilatérale au sein des États membres de l'UEMOA.

Au niveau du **commerce extérieur**, la balance commerciale demeurerait structurellement déficitaire. Le solde de la balance commerciale⁶ ressortirait en moyenne à -7,9% du PIB sur la période 2016-2018. La balance courante afficherait également un solde négatif en restant globalement autour de -6,7% du PIB sur la période sous revue. Au total, grâce à l'afflux important de capitaux publics et privés, le solde global de la balance des paiements devrait s'améliorer progressivement en passant d'un déficit sur la période 2016-2017 à un excédent de 2,5% du PIB en 2018. En moyenne, sur toute la période sous revue, le solde global ressortirait à -0,5% du PIB.

Au **plan monétaire**, la situation sur la période 2016-2018 est marquée par une hausse de 2,0% de la masse monétaire qui s'est établie à 2 213,0 milliards FCFA en 2018 contre 2 089,8 milliards FCFA en 2016. Cette augmentation de la quantité de monnaie en circulation dans l'économie est principalement soutenue par l'augmentation des créances sur l'économie (+8,4%).

I.1.2 Retour sur la situation macroéconomique en 2019

Au regard de la situation économique en 2018, de l'évolution de la conjoncture au premier trimestre 2019 et de l'évolution prévisible de la conjoncture aux plans international et national, la croissance économique devrait poursuivre son accélération pour ressortir à 7,6% en 2019 contre 6,7% en 2018.

La croissance en 2019 sera portée, entre autres, par : i) la poursuite de l'embellie dans le secteur agricole, aussi bien dans la filière coton que dans les autres filières agricoles ;

⁶ Il s'agit ici de la balance commerciale au sens large, qui tient compte des biens et services.



ii) la mise en service de la centrale duale de Maria-Gléta de 127 MW ; iii) l'intensification des travaux de BTP ; iv) la hausse des autres activités de services en réponse aux réformes du Gouvernement.

Plus spécifiquement, dans le **secteur primaire**, la production sera soutenue par l'opérationnalisation effective des Agences Territoriales de Développement Agricole (ATDA) et du Fonds National de Développement de l'Agriculture (FNDA). De même, certains projets lancés en fin 2018 seront intensifiés en 2019. C'est le cas par exemple du volet maraichage du Projet d'Appui à la Diversification de l'Agriculture (PADA). La mise à disposition des producteurs de tracteurs subventionnés par l'État et le renforcement des actions d'irrigation contribueront à améliorer les performances du secteur. Ainsi, il est prévu pour le secteur primaire une hausse de la valeur ajoutée de 4,3% en 2019 à la suite d'une hausse soutenue de 7,3%. Cette croissance reflète les dernières estimations de la Direction de la Statistique Agricole, réalisées à fin août 2019.

Dans le **secteur secondaire**, l'économie bénéficierait des chantiers de construction des infrastructures en cours (le projet d'asphaltage par exemple) et prévus (construction de marchés, routes, etc.). Il en est également ainsi de la transformation des produits agricoles qui répondrait favorablement à l'amélioration de la production. Par ailleurs, le lancement de la centrale électrique de Maria-Gléta 2, pour une capacité de 127 MW, le jeudi 29 août 2019, contribue à doper l'offre de l'énergie électrique et à booster la croissance au niveau du secteur secondaire. Cette centrale qui permet de produire l'énergie à un coût compris entre 40 FCFA et 50 FCFA⁷ le KWH, remplace les anciennes centrales thermiques (groupes électrogènes loués) dont le coût de production était de l'ordre de 180 FCFA le KWH. Cette mise en service de la centrale de Maria Gléta 2 renforce la valeur ajoutée du secteur de l'énergie.

La valeur ajoutée dans le **secteur tertiaire** afficherait une hausse de 7,7% contre 5,7% en 2018. En effet, les activités relevant de ce secteur bénéficieraient, entre autres, des bonnes tendances des secteurs primaire et secondaire et de l'évolution prévisible des activités de services. Cette prévision des activités de service est plus prudente que celle de mars 2019, en raison principalement de la fermeture des frontières entre le Bénin et le Nigéria, intervenue le 20 août 2019⁸.

⁷ Le coût de production de l'énergie électrique est de 40 FCFA le kwh lorsque la centrale fonctionne au gaz. Il ressort à 50 FCFA hors taxe lorsqu'elle fonctionne au fuel.

⁸ La fermeture des frontières nigérianes, officiellement pour des raisons sécuritaires, s'est traduite par un stationnement aux frontières, de plusieurs camions chargés de marchandises, en partance pour le Nigeria. Au terme de cette période, on pourrait s'attendre à un rattrapage plus ou moins rapide des échanges entre les deux pays, en fonction des conditions de réouverture des frontières. Par ailleurs, le Nigéria et le Bénin partageant une frontière de plus de 700 km, fortement poreuse, et l'activité de réexportation étant d'abord informelle, il est peu probable que la fermeture des frontières mette fin aux échanges entre les deux pays.



Au regard de tout ce qui précède, l'activité économique en 2019 sera robuste et la croissance soutenue. Le tableau ci-dessous présente la décomposition prévisionnelle de la croissance en 2019.

Tableau 2 : Croissances sectorielles sur la période 2017-2019 (en %)

Année	2017	2018	2019
Secteur Primaire	7,6	7,3	4,3
Agriculture	8,7	8,7	4,5
Élevage, chasse	7,6	5,0	5,0
Pêche, sylviculture et exploitation forestière	-1,3	-1,0	1,0
Secteur Secondaire	0,5	4,8	9,2
Activités extractives	0,2	10,4	15,0
Industries Agro-alimentaires	2,0	5,8	4,4
Autres Industries manufacturières	-4,9	0,1	6,4
Électricité et eau	4,3	3,2	6,5
Travaux de construction	2,2	7,0	18,0
Secteur Tertiaire	5,5	5,7	7,7
Commerce	2,1	4,7	5,8
Restaurant et hôtels	3,5	5,0	4,5
Transports	6,9	6,0	7,5
Postes et télécommunication	6,0	5,0	1,6
Banques et organismes financiers	2,7	2,0	4,0
Administration publique et sécurité sociale	7,0	6,0	12,4
Éducation	8,0	7,0	12,2
Santé et action sociale	8,0	7,0	11,0
Autres services	8,0	7,0	7,6
Impôts et Taxes nets des subventions	11,0	14,0	15,0
Total PIB	5,7	6,7	7,6

Source : INSAE-DGAE, septembre 2019

Ces prévisions de croissance se réaliseraient dans un environnement non inflationniste avec un taux d'inflation contenu dans la norme de 3,0% prescrite par le Pacte de Convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité de l'UEMOA.

En ce qui concerne la **balance des paiements**, le déficit structurel de la balance courante devrait se situer à 6,5% du PIB en 2019 contre 6,0% du PIB l'année précédente. Les exportations de biens et services s'afficheraient à 20,0% du PIB comme en 2018 tandis que les importations s'établiraient à 27,5% du PIB contre 26,9% en 2018. Le déficit de la balance courante sera totalement couvert par l'afflux de capitaux étrangers. Au total, le solde global de la balance des paiements ressortirait positif à 3,0% du PIB en 2019 contre 2,5% du PIB en 2018.

Quant à la **situation monétaire** en 2019, elle serait marquée par une progression de la masse monétaire (+6,9%) par rapport à son niveau en 2018. Cette hausse de la masse monétaire serait essentiellement soutenue par les actifs extérieurs nets et les créances sur l'économie.

I.2 Situation financière sur la période 2016-2019

I.2.1 Opérations financières de l'État de 2016 à 2018

Les opérations financières de l'État ont été caractérisées, sur la période 2016-2018, par une augmentation aussi bien des recettes que des dépenses (*confère tableau 3, page 27*).

I.2.1.1 Les recettes publiques

Les recettes totales des régies financières se sont situées à 1 028,6 milliards FCFA en 2018 contre 944,4 milliards FCFA en 2017 et 745,7 milliards FCFA en 2016. Entre 2016 et 2018, les recettes publiques ont affiché une **hausse de 37,9%**. Entre 2017-2018, la progression a été de 8,9%.

Au niveau de la **Douane**, les recettes nettes sont ressorties à 331,9 milliards FCFA en 2018 contre 316,0 milliards FCFA en 2017 et 288,5 milliards FCFA en 2016. Elles affichent donc une progression de 15,0% par rapport à 2016 et une hausse de 5,0% par rapport à 2017.

Cette amélioration des recettes douanières est globalement portée par les effets positifs des réformes, notamment : i) la mise en œuvre de la valeur transactionnelle pour certains produits ; ii) le suivi électronique des marchandises en transit ; iii) la lutte contre les déversements frauduleux de marchandises ; iv) le Programme de Vérification des Importations (PVI). Au PVI s'ajoutent les autres mesures d'informatisation de l'administration douanière dont, notamment la migration du SYDONIA ++ vers le SYDONIA World et son extension à toutes les unités douanières.

Ainsi, certains produits de recettes ont affiché des augmentations appréciables entre 2017 et 2018. C'est le cas par exemple des engrais minéraux (+36806,7%), des téléphones portables (+104,6%), du sucre (+67,9%), des véhicules de transport en commun (+53,5%), etc.

Pour ce qui concerne les **recettes nettes de l'administration des Impôts**, elles se sont établies à 479,4 milliards FCFA en 2018 contre 396,8 milliards FCFA en 2017 et 352,6 milliards FCFA en 2016. Elles affichent donc une amélioration de 36,0% par rapport à 2016 et une progression de 20,8% par rapport à 2017.



Cette hausse remarquable des recettes des impôts est le résultat des efforts d'élargissement de l'assiette fiscale, de dématérialisation et de simplification des procédures, de formation du personnel et de sensibilisation au civisme fiscal. Plus spécifiquement, on peut noter les réformes et mesures suivantes : i) la bancarisation des recettes des Impôts au profit des grandes entreprises et remplacée en octobre 2018 par le télépaiement ; ii) la mise place des Machines Électroniques Certifiées de Facturation (MECeF) ; iii) l'interconnexion des systèmes des Impôts-Douane-Budget ; iv) la mise en place de la télé déclaration généralisée aux grandes entreprises ; v) l'implémentation d'un plan d'actions pour la promotion de l'intégrité et la lutte contre l'impunité ; vi) la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales ; etc.

La mise en œuvre de ces mesures a permis à plusieurs impôts et taxes de connaître un meilleur rendement en 2018 par rapport à leur niveau de 2017. Il s'agit entre autres : i) de l'impôt sur les sociétés (+14,3%) ; ii) de l'Impôt sur les Revenus des Personnes Physiques (+19,0%) ; iii) de la taxe sur la valeur ajoutée (+14,9%) ; iv) de la taxe sur les produits et assises (+14,6%).

S'agissant des **recettes non fiscales**, elles se sont affichées à 217,2 milliards FCFA en 2018 contre 231,6 milliards FCFA en 2017 et 104,6 milliards FCFA en 2016. Elles affichent donc une hausse de 107,6% par rapport à 2016. Elles sont dominées par les recettes du Trésor dont les performances ont été portées par les excellents taux de recouvrement de plusieurs postes, en particulier : i) les recettes liées aux services d'agriculture (1130,4%) ; ii) les recettes liées aux services des mines (1080,3%) ; iii) les frais et amendes judiciaires (1170,0%) ; iv) les recettes exceptionnelles diverses (654,1%) ; v) les redevances forestières (371,6%), etc.

I.2.1.2 Les dépenses publiques

Les dépenses totales et prêts nets se sont établis à 1 305,9 milliards FCFA en 2018 contre 1 318,1 milliards FCFA en 2017 et 1 086,3 milliards FCFA en 2016, soit une augmentation de 20,2% entre 2016 et 2018. En 2018, les dépenses publiques se sont inscrites en baisse de 0,9% par rapport à 2017.

Cette légère baisse des dépenses publiques est principalement le fait des dépenses d'investissement en raison de l'option faite par le Gouvernement d'impliquer de plus en plus le secteur privé dans la réalisation du programme d'investissements publics.

I.2.1.2.1 Les dépenses de personnel

Les dépenses de personnel se sont affichées à 356,7 milliards FCFA en 2018, soit une hausse de 5,8% par rapport à 2017 (337,3 milliards FCFA) et une augmentation de 0,8% par rapport à 2016 (353,8 milliards FCFA).



La hausse observée est, entre autres, liée aux effets financiers de l'avancement automatique des fonctionnaires ainsi qu'au mandatement en pleine année des salaires des enseignants du primaire et du secondaire, recrutés au titre de l'année 2016 mais n'ayant perçu leur première solde qu'au premier trimestre de l'année 2018.

En pourcentage des recettes fiscales, la masse salariale ressort à 44,0% en 2018 contre 47,3% en 2017 et 55,0% en 2016. Cette baisse du ratio s'inscrit dans la stratégie d'atterrissage progressive vers la norme communautaire de 35% initiée par le Gouvernement depuis 2016. Cette stratégie sera soutenue par les mesures suivantes : i) la consolidation des mesures antérieures (recensement régulier des agents de l'État, bancarisation des avantages des agents, priorisation des secteurs essentiels pour le recrutement d'agents de l'État, paiement par virement bancaire des agents des postes diplomatiques et consulaires, etc.) ; ii) la mise en place d'un nouveau système intégré de gestion des ressources humaines et de la paie ; iii) la prise en compte automatique des indices dus et le paiement sur la base de ces indices.

I.2.1.2.2 Les autres dépenses courantes

Elles englobent les dépenses de transfert, y compris les pensions et bourses et les autres dépenses de fonctionnement.

Les **dépenses de transfert**⁹ sont ressorties à 271,6 milliards FCFA en 2018 contre 262,2 milliards FCFA en 2017 et 263,9 milliards FCFA en 2016. Elles affichent donc une progression de 3,6% par rapport à 2017 et une hausse de 2,9% par rapport à 2016.

L'accroissement des dépenses de transfert est porté par : i) les prises en charge sur les fonds d'urgence ; ii) l'assistance aux hémodialysés ; iii) le renforcement des centres scolaires à travers le programme national d'alimentation scolaire intégré ; iv) la mise en place des subventions au profit des hôpitaux nouvellement mis en service ; v) le paiement des arriérés de bourses et secours universitaires ; vi) le renforcement de la gratuité dans les secteurs de la santé et de l'éducation en raison de l'évolution des déterminants physiques.

S'agissant des **autres dépenses de fonctionnement**, elles sont ressorties à 103,6 milliards FCFA en 2018 contre 114,3 milliards FCFA en 2017 et 100,1 milliards FCFA en 2016. Elles enregistrent donc des évolutions respectives de -9,4% et de +3,5% par rapport à 2017 et 2016. La faible progression de ce poste de dépense sur la période 2016-2018 est conforme à la stratégie du Gouvernement tendant à la maîtrise des dépenses de fonctionnement.

⁹ Il s'agit des pensions et bourses et autres transferts courants



I.2.1.2.3 Les dépenses d'investissement

En 2018, les **dépenses d'investissement** se sont établies à 445,6 milliards FCFA, en hausse de 48,7% par rapport à 2016. Cette tendance haussière des investissements depuis 2016 se justifie par la mise en œuvre du programme d'investissement public inscrit au Programme d'Actions du Gouvernement.

Toutefois, on note par rapport à 2017, une baisse de 9,3%. Cette baisse est consécutive à la volonté du Gouvernement de revenir progressivement au critère de convergence de l'UEMOA relatif au solde budgétaire. Le Gouvernement met ainsi le secteur privé à contribution pour l'exécution de son programme d'investissement.

Ces dépenses exécutées, avec l'appui des partenaires techniques et financiers, ont permis d'enregistrer des avancées notables entre 2017 et 2018. Au nombre de celles-ci, on peut citer, entre autres :

Dans le **domaine de l'agriculture** :

- la montée de 23,8% des superficies emblavées de coton de 2017 à 2018 ;
- l'accroissement remarquable de 63,8% de la production maraîchère entre 2017 et 2018 ;
- l'accompagnement des exportateurs d'ananas pour l'accès au marché de l'Union Européenne (9 sociétés, 54 certificats sanitaires valides délivrés, 1 020 tonnes exportées vers les marchés de l'Union Européenne) ;
- la production et la diffusion de semences certifiées au profit des producteurs des filières riz, maïs, maraîchage, graines/plants greffés d'anacarde, vitro-plants et rejets d'ananas ;
- la mise en place du Fonds Revolving par certains projets (cas du PAIA-VO) pour appuyer les paysans semenciers à la production et faciliter l'accès aux producteurs ; etc.

Au niveau du **sous-secteur de l'élevage** :

- la mise en place de 18 kits de semences bovines et 840 paillettes pour l'insémination artificielle dans 10 communes d'intervention du PAFILAV ;
- l'aménagement de 12 051 hectares d'aires de pâturage pour les animaux ;
- la réhabilitation de 8 retenues d'eau ;
- la réalisation de 71 forages productifs ;
- la construction et l'équipement de 10 aires d'abattage dans 10 communes ;
- la reconstruction de l'abattoir de Cotonou ;
- la construction et l'équipement de 4 mini-laiteries et la réhabilitation d'une mini-



laiterie à Gogounou ;

- la construction de 04 postes de contrôle vétérinaires transfrontaliers.

Dans le **domaine de la pêche** :

- l'amélioration de la production nationale de la pêche maritime artisanale de 94,4% ;
- l'accroissement de la production nationale de la pêche maritime industrielle de 328,1% ;
- l'augmentation de 12,9% de la production nationale d'aquaculture continentale ; etc.

En ce qui concerne la **branche des BTP** :

- le démarrage du projet asphaltage ;
- le démarrage de la réhabilitation du stade de l'amitié ;
- le démarrage de la construction des nouveaux stades (21 stades) ;
- le traitement de 10 829,216 kilomètres de pistes ;
- la construction d'infrastructures routières ; etc.

Au niveau du **sous-secteur de l'énergie** :

- la construction de la centrale duale de Maria-Gléta de 120 MW qui a atteint en 2018, un taux de montage de 88%, un taux de livraison d'équipement de 99,5% et un taux de réalisation financière de 88% ;
- la réception de groupes ayant une capacité de huit (08) MW à la centrale de Porto-Novo ;
- la réception de groupes ayant une capacité de dix (10) MW à la centrale de Natitingou ;
- la réception de groupes ayant une capacité de douze (12) MW à la centrale de Parakou ; etc.

En ce qui concerne le **domaine de l'économie numérique** :

- la réhabilitation et l'extension du réseau de transport national avec 2 000 kilomètres de fibre à travers 67 communes avec 47 points de présence ;
- la construction de réseaux métropolitains à Cotonou, Porto-Novo, Abomey-Calavi, à travers des boucles métropolitaines en fibre optique (environ 220 kilomètres de fibre optique) ;
- la construction des infrastructures liées à la TNT (bâtiment technique, construction de pylône) sur les différents sites de la partie septentrionale, à savoir : Parakou, Kandi, Malanville, Boukoubé, Kouandé, Djougou, Tchaourou, etc. ;



- la mise en fonction de la 'TNT' dans la sous-plaque méridionale constituée de Porto-Novo, Gbéhoué, Abomey-Calavi et Cotonou ;
- la mise en place et l'opérationnalisation du e-visa;
- la construction du bâtiment devant abriter le Data Center National ;
- la mise en place de « e-identité » et l'achèvement de la première phase du RAVIP ; etc.

Dans le **domaine du tourisme** :

- la construction d'un nouveau hangar d'avions pour l'Ultra Moderne Light (ULM) et le Cessna et l'acquisition d'un avion Cessna dans le cadre du repositionnement du Parc Pendjari ;
- l'achèvement des travaux de construction de la piste d'atterrissage de la Pendjari ;
- la réalisation de travaux d'aménagement des routes dans le parc en prévision de la saison touristique 2018-2019 ; etc.

Dans le **domaine de la santé** :

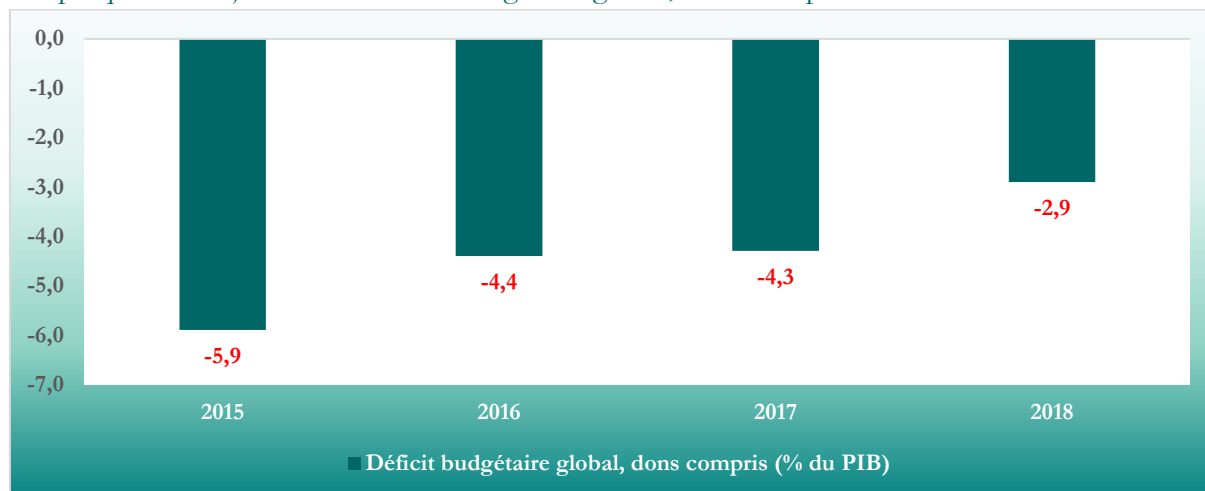
- la construction du centre d'hémodialyse du Zou et celui de l'Ouémé (en cours) ;
- la construction de trois (03) antennes de l'agence nationale de transfusion sanguine à Porto-Novo, Parakou et Abomey ;
- la construction de l'hôpital de référence à Abomey (en cours) ;
- le renforcement des infrastructures sanitaires et amélioration du plateau technique ;
- la réglementation de l'exercice en clientèle privé (fermeture de plus de 1.500 cabinets illégaux dans tous les départements, délivrance de 3 305 autorisations d'exercice en clientèle privée, délivrance de 757 autorisations d'ouverture et d'exploitation d'établissements sanitaires privés) ;
- la réorganisation des évacuations sanitaires avec Paris Hôpital Fondations (PHF) et la dématérialisation de toute la procédure (en cours) ;
- le démantèlement du réseau de vente des faux médicaments ; etc.

I.2.1.3 Le déficit budgétaire, financement et dette

En 2018, la mobilisation accrue des ressources intérieures conjuguée avec un niveau contenu des dépenses courantes a permis d'atteindre un déficit budgétaire global (dons inclus) de 2,9% du PIB. Evalué à 4,4% du PIB en 2016, le déficit budgétaire s'est amélioré au cours de la période sous revue.



Graphique 3 : Trajectoire du déficit budgétaire global, dons compris de 2015-2018



Source : DGAE, septembre 2019

L'État a contracté des emprunts et reçu des dons pour un montant global de 281,4 milliards FCFA pour assurer le financement du déficit budgétaire en 2018, dont 332,7 milliards FCFA au titre du financement extérieur et un remboursement net de 51,4 milliards FCFA au plan intérieur.

Au **plan extérieur**, l'État a eu principalement recours aux prêts projets et programmes pour financer son déficit. Ce mode de financement a représenté 94,5% du financement extérieur total. L'État a également bénéficié de quelques dons projets et appuis budgétaires auprès de ses partenaires.

Au **plan intérieur**, l'État a principalement procédé au remboursement de sa dette vis-à-vis du secteur bancaire.

Au total, l'encours de la dette est ressorti à fin décembre 2018 à 3 248,70 milliards FCFA, soit 41,0% du PIB contre 2 920,5 milliards FCFA en 2017, représentant 39,6% du PIB et 2 513,1 milliards FCFA en 2016 (35,9% du PIB). Ces ratios restent inférieurs au plafond de 70% du PIB prescrit par le Pacte de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité de l'UEMOA. Selon les résultats des services techniques du Ministère de l'Économie et des Finances et de ceux du Fonds Monétaire International, la dette du Bénin est viable et ses finances publiques soutenables.

Le tableau ci-après fait la synthèse du tableau des opérations financières de l'État sur la période sous revue.

Tableau 3 : Synthèse du Tableau des Opérations Financières de l'État (TOFE) sur la période 2016-2018 (en milliards FCFA, sauf indication contraire)

Année	2016	2017	2018
Recettes totales	745,7	944,4	1 028,6
Recettes Fiscales	641,1	712,8	811,4
Douanes	288,5	316,0	331,9
Impôts	352,6	396,8	479,4
Recettes non fiscales	104,6	231,6	217,2
dont Trésor	67,3	68,0	76,0
Dépenses totales	1 086,3	1 318,1	1 305,9
Dépenses courantes	781,1	820,2	857,8
Dépenses de personnel	353,8	337,3	356,7
Pensions et bourses	78,4	95,6	92,2
Transferts courants	185,5	166,6	179,4
Autres dépenses	100,1	114,3	103,6
Intérêts	63,3	106,4	126,0
Dettes intérieure	51,4	88,4	108,8
Dettes extérieure	11,9	18,0	17,1
Investissement public	299,6	491,5	445,6
Contribution budgétaire	178,5	313,0	279,1
Ressources extérieures	121,1	178,5	166,5
Prêts nets	5,5	6,4	2,5
Déficit global (base ordonnancement)	-340,6	-373,7	-277,3
Financement total	341,3	364,4	281,4
Financement intérieur	224,2	185,9	-51,4
Financement extérieur	117,1	178,5	332,7
<i>Critères de convergence</i>			
Solde budgétaire global, base ordonnancement, dons compris (% PIB)	-4,4	-4,3	-2,9
Taux d'inflation annuel moyen (en %)	-0,6	1,6	0,8
Encours de la dette publique (en % du PIB)	35,9	39,6	41,0
Masse salariale sur recettes fiscales	55,2	47,3	44,0
Taux de pression fiscale (% PIB)	9,2	9,7	10,2
<i>Autres indicateurs</i>			
Dépenses en (% PIB)	15,5	17,9	16,5
Investissement public (en % PIB)	4,3	6,7	5,6
Dons (en milliards FCFA)	34,7	57,3	47,2
PIB nominal (en milliards FCFA)	7 005,2	7 373,3	7 922,0

Source : DGAE, septembre 2019



I.2.2 Aperçu sur la Loi de finances 2019

La Loi de finances 2019 est équilibrée en ressources et en charges à la somme de 1 877,5 milliards FCFA. Les ressources du budget général (budget annexe et compte d'exploitation spéciale compris) s'élèvent à 1 211,9 milliards FCFA contre 1 153,6 milliards FCFA pour la Loi de finances 2018, soit une augmentation de 5,1%.

En ce qui concerne les charges du budget général, elles se situent à 1 373, 0 milliards FCFA contre 1 251,7 milliards FCFA pour la Loi de finances 2018, en raison principalement de l'option faite par le Gouvernement de renforcer l'implication du secteur privé dans la réalisation des investissements publics.

Le tableau d'équilibre de la Loi de Finances 2019 se résume comme suit.

Tableau 4 : Tableau d'équilibre de la Loi de Finances 2019 (en millions FCFA)

OPERATIONS BUDGETAIRES	RESSOURCES		CHARGES	
	LF 2018	LF 2019	LF 2018	LF 2019
Budget général	1 153 622	1 211 902	1 251 713	1 373 041
Recettes totales du budget général	1 106 341	1 137 600	-	-
Dépenses du budget général	-	-	1 154 361	1 264 289
Budget annexe et autres budgets	44 146	51 000	85 765	85 450
Comptes d'affectation spéciale	6 135	23 302	11 587	23 302
Solde Budgétaire Global			-98 091	-161 139
OPERATIONS DE TRESORERIE				
Besoin de financement			843 458	665 641
Charges de Trésorerie	-	-	745 367	504 502
Solde budgétaire global	-	-	98 091	161 139
Ressources de financement	1 001 834	665 641		
Produit des cessions d'actifs	-	-	-	-
Emission de dettes à moyen et long terme	173 991	243 209	-	-
Remboursement de prêts et d'avances du Trésor	497	137	-	-
Variation des dépôts des correspondants du Trésor	-	-	-	-
Tirage sur FMI	25 279	24 400	-	-
Autres ressources de trésorerie	802 067	397 895	-	-
Total Global de la Loi de Finances	2 155 456	1 877 543	1 997 080	1 877 543

Source : DGB-DGAE/MEF, septembre 2019

I.2.3 Situation financière des entreprises publiques sur la période 2016 à 2019

La situation financière des établissements publics décrite dans la présente section émane d'une opération de collecte menée conjointement par la Direction Générale des Affaires Économiques (DGAE) et la Direction Générale des Participations de l'État et de la Dénationalisation (DGPED) auprès des établissements publics en février 2019.



Au total, 77 établissements¹⁰ dont 12 sociétés et 65 offices d'État ont effectivement répondu au questionnaire. La liste exhaustive des sociétés et offices d'État concernés est présentée à *l'annexe 3* du document *Annexe*.

Globalement, **les chiffres d'affaires** des offices sur la période 2016-2019 ont enregistré une évolution croissante. Ils passeraient de 54,7 milliards FCFA en 2016 à 68,2 milliards FCFA en 2019, soit une hausse de 24,7%.

Pour les sociétés, les chiffres d'affaires se sont également affichés en hausse sur la période sous revue. Ils passeraient de 194,8 milliards FCFA en 2016 à 276,6 milliards FCFA en 2019, soit une hausse de 42,0%.

Graphique 4 : Chiffres d'affaires des sociétés et offices d'État de 2016 à 2019 (en milliards FCFA)



Source : DGAE-DGPED, avril 2019

L'analyse des produits et des charges montre globalement que les produits des établissements publics ont permis de supporter leurs charges, induisant des résultats positifs.

Ainsi, les produits des offices progresseraient de 107,1 milliards FCFA en 2016 à 143,4 milliards FCFA en 2019, soit une hausse de 33,9%. Face à ces produits, les charges enregistreraient également une hausse, passant de 104,8 milliards FCFA à 138,8 milliards FCFA, soit une progression de 32,4%. Il en ressortirait un résultat net qui s'afficherait à 5,1 milliards FCFA en 2019 contre 2,3 milliards FCFA en 2016.

S'agissant des sociétés, les produits s'établiraient à 314,0 milliards FCFA en 2019 contre 256,4 milliards FCFA en 2016, soit une hausse de 22,5%. Les charges enregistreraient une hausse de 18,3% en s'affichant à 300,4 milliards FCFA en 2019 contre 253,9

¹⁰ Le nombre total d'établissements publics est de 153 dont 19 sociétés (dont 03 en liquidation et 02 en cessation d'activité) et 134 offices.

milliards FCFA en 2016. Il en découlerait des résultats positifs allant de 2,5 milliards FCFA en 2016 à 13,6 milliards FCFA en 2019.

Tableau 5 : Quelques indicateurs financiers des sociétés et offices d'État de 2016 à 2019 (en milliards FCFA)

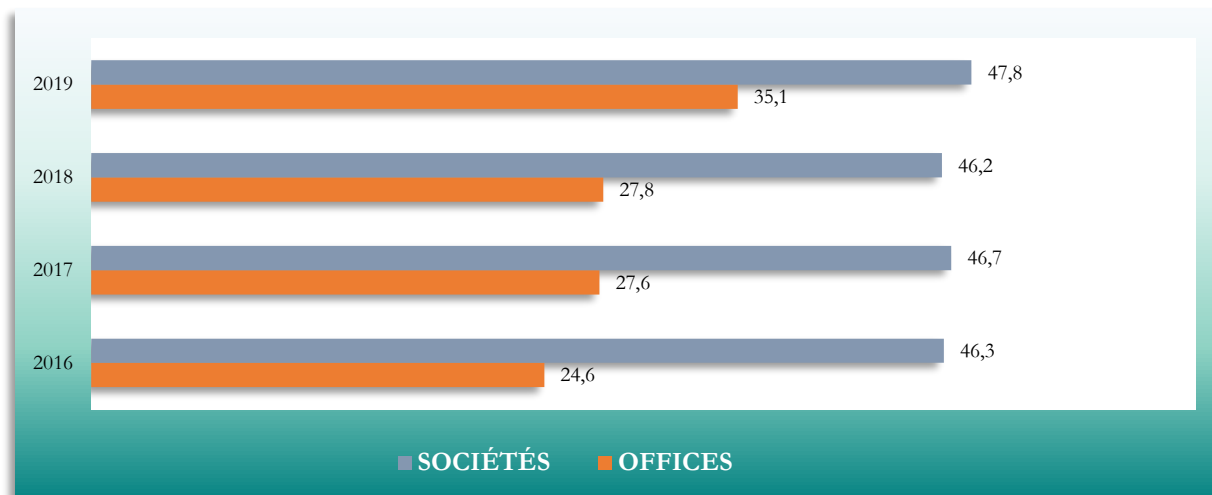
Année	OFFICES			SOCIÉTÉS		
	TOTAL PRODUITS	TOTAL CHARGES	RESULTAT NET	TOTAL PRODUITS	TOTAL CHARGES	RESULTAT NET
2016	107,1	104,8	2,3	256,4	253,9	2,5
2017	112,0	107,3	4,7	260,6	255,9	4,7
2018	115,7	105,8	9,9	282,0	279,8	2,2
2019	143,4	138,8	5,1	314,0	300,4	13,6

Source : DGAE-DGPED, avril 2019

Abordant spécifiquement les **charges de personnel**, les montants alloués aux personnels par les offices ont connu des augmentations progressives sur la période 2016-2018 en passant de 24,6 milliards FCFA en 2016 à 27,8 milliards FCFA en 2018, soit une hausse 13,0%. Ils représentent en moyenne 26,3% des charges totales des offices et 24,0% de leurs produits en 2018. Pour 2019, les charges de personnel des offices s'afficheraient à 35,1 milliards FCFA.

En ce qui concerne les sociétés, les charges de personnel sont restées stables autour de 46,0 milliards FCFA. Elles représentent ainsi en moyenne 16,5% du total des charges et 16,4% de leurs produits. Elles s'établiraient à un niveau prévisionnel de 47,8 milliards FCFA en 2019.

Graphique 5 : Charges de personnel des sociétés et offices d'État de 2016 à 2019 (en milliards FCFA)



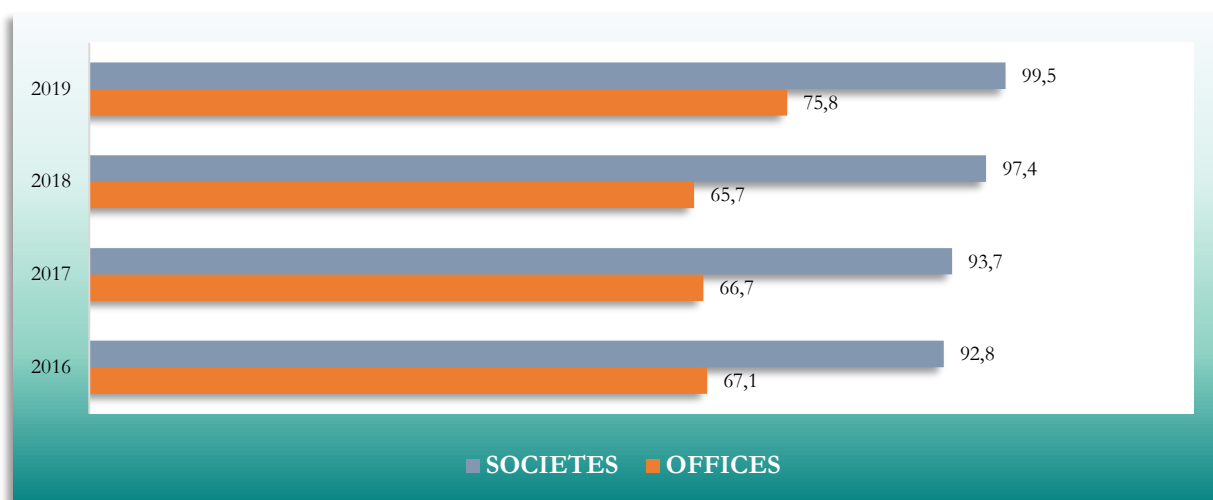
Source : DGAE-DGPED, avril 2019

Les établissements publics ont bénéficié de diverses subventions sur la période 2016-2018. Il ressort des données collectées que les subventions dans les sociétés ont connu une légère progression en ressortant à 97,4 milliards FCFA en 2018 contre 92,8

milliards FCFA en 2016, soit une hausse de 5,0%. Pour 2019, les prévisions tablent sur un niveau de subvention de 99,5 milliards FCFA, affichant une progression de 2,2%. Du côté des offices, les subventions sont restées pratiquement stables sur la période 2016-2018 : 67,2 milliards FCFA en moyenne par an.

Pour 2019, elles s'afficheraient à 75,8 milliards FCFA, tirées par l'augmentation des subventions accordée à certaines structures à caractère social comme l'Agence Nationale de Gestion de la Gratuité de la Césarienne.

Graphique 6 : Évolution des subventions dans les établissements publics de 2016 à 2019 (en milliards FCFA)



Source : DGAE-DGPED, avril 2019

On distingue principalement deux catégories de subventions : les subventions d'exploitation et les subventions d'investissement.

Le graphique ci-dessous montre l'évolution des subventions d'exploitation par type d'établissement public. Il en ressort que les subventions d'exploitation sont globalement destinées aux offices. Ce type de subvention détermine l'évolution des subventions totales des offices.

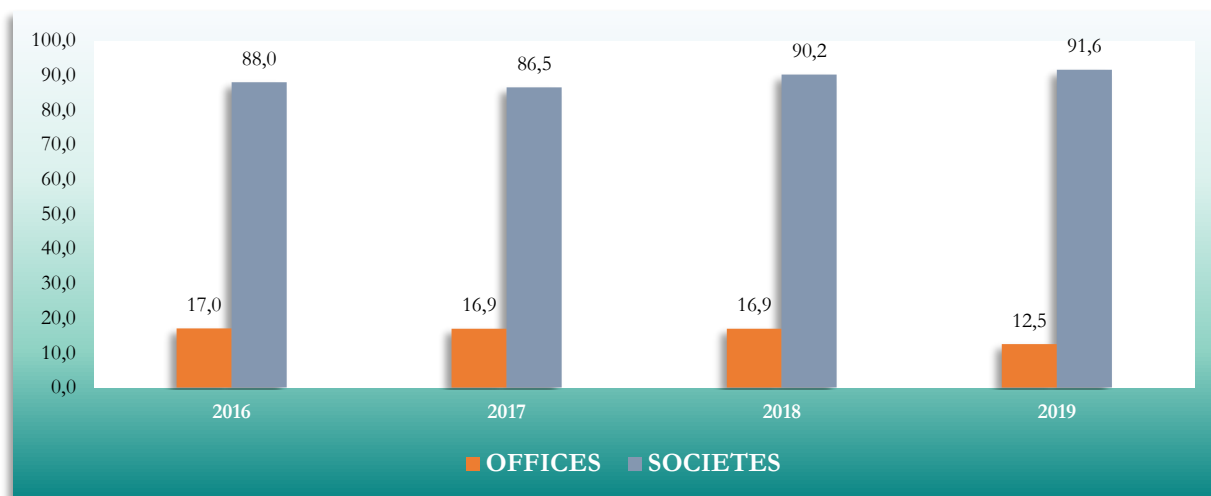
Graphique 7 : Subvention d'exploitation des établissements publics (en milliards FCFA)



Source : DGAE-DGPED, avril 2019

S'agissant des subventions d'investissement, elles sont restées soutenues sur la période 2016-2018. Il en ressort que les subventions d'investissement sont globalement destinées aux sociétés.

Graphique 8 : Subvention d'investissement des établissements publics de 2016 à 2019 (en milliards FCFA)



Source : DGAE-DGPED, avril 2019

Enfin, les données disponibles¹¹ montrent que les impôts et taxes payés par les sociétés et offices sont faibles. Ils se situent entre 3,1 et 4,1 milliards FCFA tandis que ceux payés par les offices sont inférieurs à 1 milliard FCFA.

¹¹ Les données sur les dividendes versés par les entreprises ont été fournies pour trop peu d'entreprises et ne sont donc pas analysées dans ce document.

Graphique 9 : Impôts et taxes des sociétés d'État et offices de 2016 à 2019 (en milliard FCFA)



Source : DGAE-DGPED, avril 2019

I.2.4 Situation des finances locales de 2016 à 2019

I.2.4.1 Évolution des recettes des communes

Les recettes totales des communes sont passées de 62,3 milliards FCFA en 2016 à 79,4 milliards FCFA en 2018, soit une progression de 27,4%. Cette hausse est principalement imputable à la progression favorable des transferts dont les communes ont bénéficié entre 2016 et 2018. Spécifiquement, les transferts se sont accrus de 43,5% en passant de 31,0 milliards FCFA en 2016 à 44,5 milliards FCFA en 2018. Pour 2019, les recettes totales des communes s'afficheraient à 80,7 milliards FCFA.

Tableau 6 : Évolution des recettes totales des communes sur la période 2016-2019 (en milliards FCFA)

POSTE	2016	2017	2018*	2019**
Recettes totales dont :	62,3	67,9	79,4	80,7
Propres	31,3	31,5	34,7	35,0
Transferts	31,0	36,4	44,5	45,7

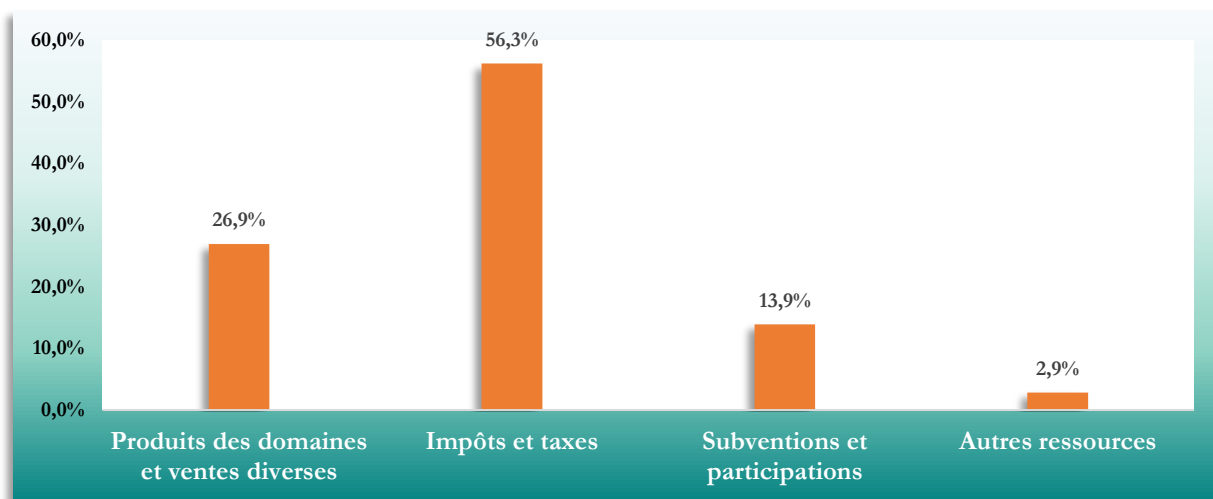
Source : CONAFIL, extrait des aides mémoires des revues sectorielles, mai 2019.

**Les données de 2018 peuvent connaître de légères modifications avec la disponibilité des comptes administratifs des communes adoptés par les Préfets de département. Celles utilisées ici sont produites à partir des bordereaux de développement collectés et traités par la DGTCP.*

***Les données de 2019 sont des prévisions.*

Une analyse plus détaillée des recettes de fonctionnement des communes en 2018 montre qu'elles sont dominées par les recettes propres. Ces recettes propres sont constituées majoritairement des impôts et taxes perçus par les communes et des produits des domaines et des ventes diverses.

Graphique 10 : Composition des recettes de fonctionnement des communes par grandes masses en 2018



Source : CONAFIL, mai 2019.

Les dépenses de transfert sont principalement portées par les ressources allouées aux secteurs de la santé, de la décentralisation, des enseignements maternel et primaire, de l'environnement et de l'assainissement. Le tableau n°7 ci-dessous présente le point des transferts des ressources du FADeC aux communes par secteur en 2017 et 2018.

Tableau 7 : Point des transferts des ressources du FADeC aux communes par secteur entre 2017 et 2018 (en milliards FCFA)

Secteurs	2017	2018*
Santé	2,94	3,10
Energie et Eau	3,31	0,10
Agriculture, élevage et pêche	1,3	1,30
Décentralisation (non affecté)	13,82	30,00
Enseignements maternel et primaire	3,03	3,50
Enseignement second. tech. et prof.	0,17	0,09
Environnement, assainissement/ cadre de vie	4,35	1,64
Transport rural	2,13	2,43
Jeunesse, loisirs et sport	0,06	0,06
Promotion culture	0,20	0,25
Totaux	31,31	42,47

Source : CONAFIL-DGB, mai 2019.

I.2.4.2 Évolution des dépenses des communes

Sur la période 2016-2018, les dépenses totales des communes ont affiché une baisse de 4,0% en s'affichant à 64,6 milliards FCFA en 2018 contre 67,3 milliards FCFA en 2016. Cette baisse est principalement induite par les dépenses de fonctionnement qui ont régressé de 20,6% sur la même période. Quant aux dépenses d'investissement, elles ont



progressé de 16,7%. Pour 2019, les dépenses totales des communes s'afficheraient à 66,0 milliards FCFA avec une légère augmentation des dépenses d'investissement (+2,9%).

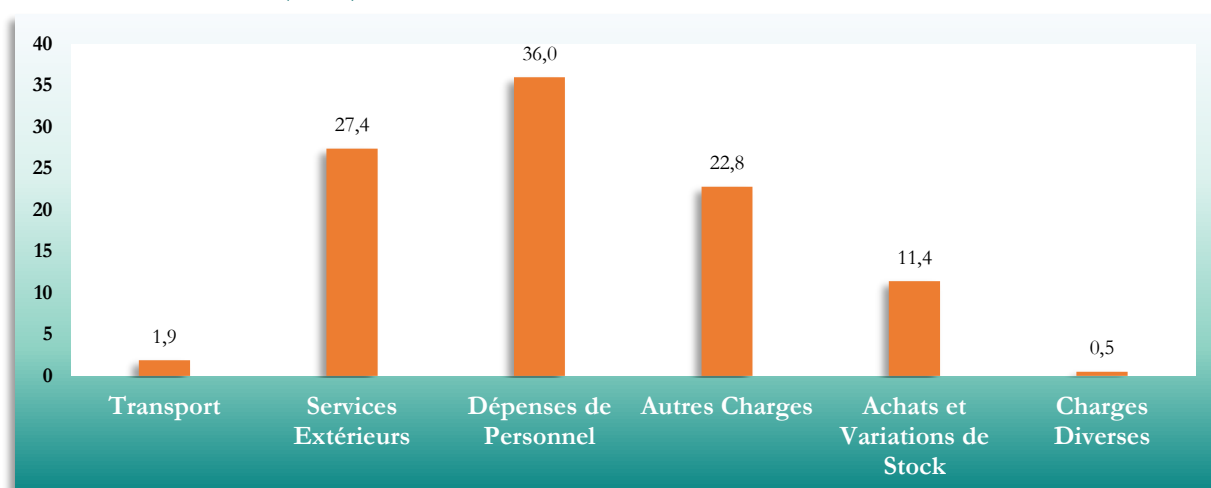
Tableau 8 : Évolution des dépenses totales des communes sur la période 2016-2019 (en milliards FCFA)

POSTE	2016	2017	2018*	2019**
Dépenses totales dont :	67,3	68,0	64,6	66,0
Fonctionnement	37,3	35,4	29,6	30,0
Investissement	30,0	32,6	35,0	36,0

Source : CONAFIL, mai 2019. *Les données de 2018 sont provisoires. ** Les données de 2019 sont des prévisions.

L'analyse des dépenses de fonctionnement montre qu'elles sont affectées principalement aux dépenses de personnel (36,0%) et aux services extérieurs (27,4%).

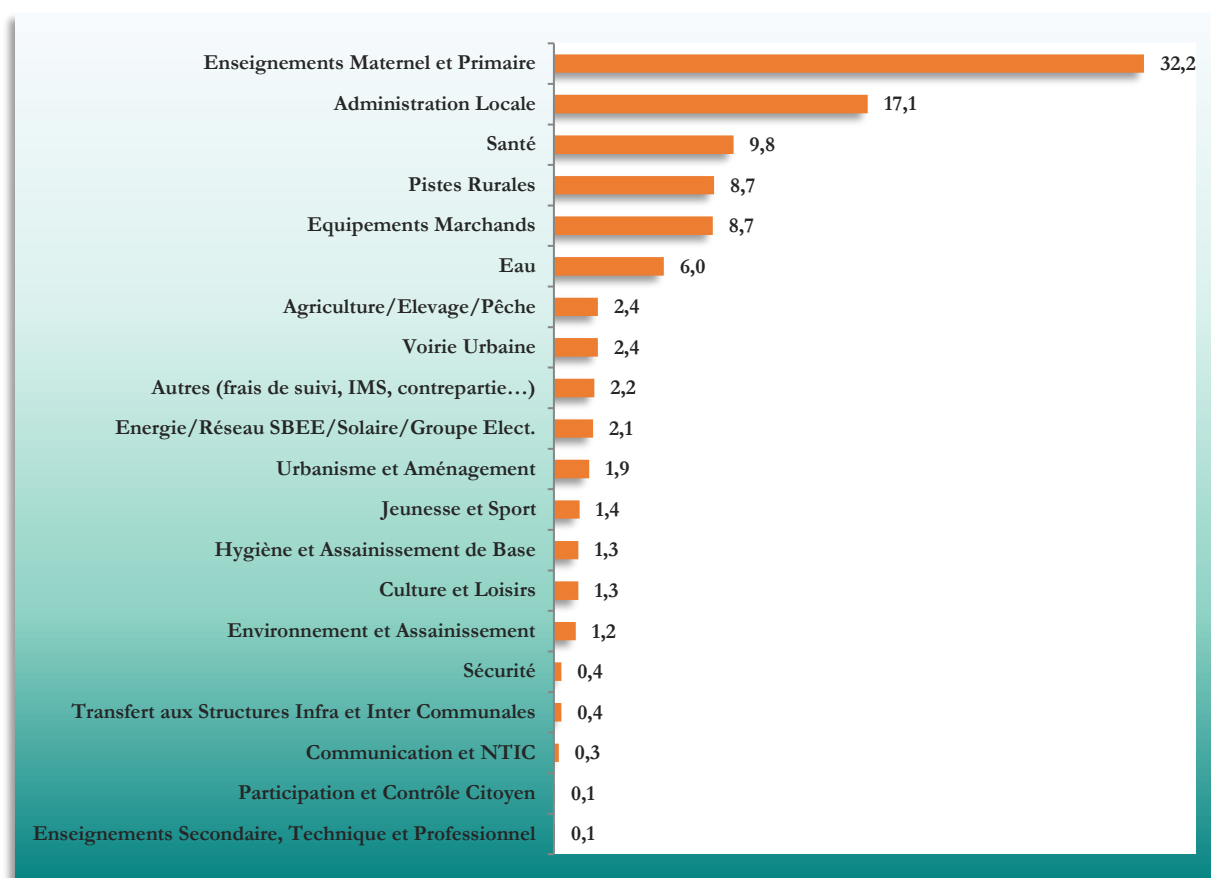
Graphique 11 : Composition des dépenses de fonctionnement des communes par grandes masses en 2018 (en %)



Source : CONAFIL, extrait du projet de l'aide-mémoire de la revue sectorielle 2018 en 2019, mai 2019.

Au niveau des dépenses d'investissement, notamment celles réalisées sur le FADeC, elles sont majoritairement affectées aux dépenses sociales (éducation, santé et eau), à l'administration locale, à l'acquisition des équipements marchands et à la construction d'infrastructures socio-économiques de base.

Graphique 12 : Répartition des investissements communaux réalisés sur le FADeC par secteur en 2018 (en %)



Source : CONAFIL, mai 2019

I.2.5 Situation de la sécurité sociale de 2016-2019

La situation de la sécurité sociale au Bénin est gérée par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) et le Fonds National des Retraites du Bénin (FNRB). La situation des deux structures se présente comme suit :

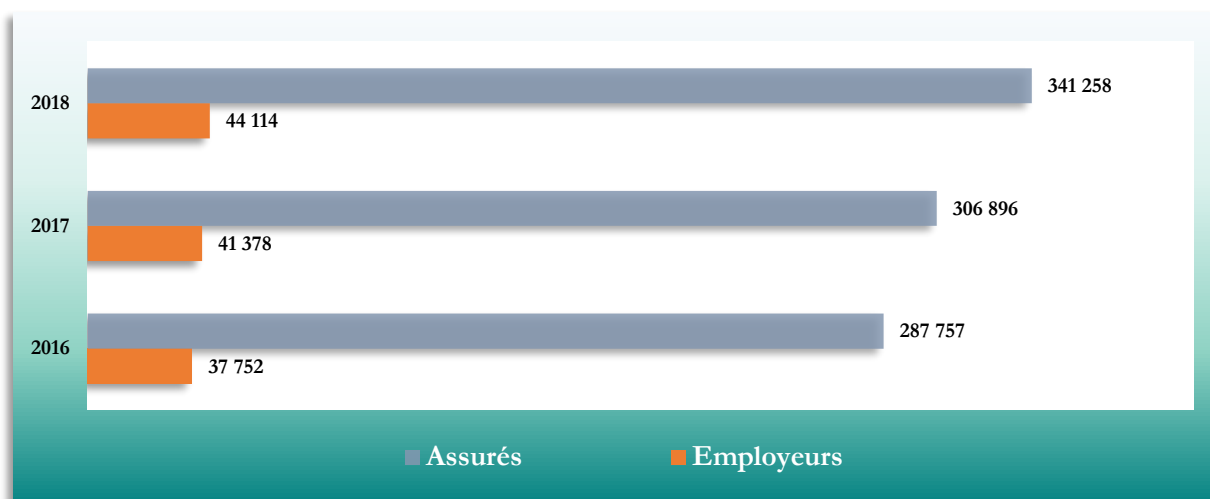
I.2.5.1 Situation de la CNSS

I.2.5.1.1 Effectifs des assurés et des employeurs affiliés à la CNSS

De 2016 à 2018, les effectifs des assurés et des employeurs affiliés à la CNSS se sont inscrits en hausse. L'effectif des assurés de la CNSS a connu une progression de 18,6% en passant de 287 757 en 2016 à 306 896 en 2017 puis à 341 258 en 2018. Quant aux employeurs immatriculés à la CNSS, leur effectif s'est accru de 16,9 % en atteignant 44 114 en 2018 contre 37 752 en 2016. Cet accroissement des assurés et des employeurs pourrait être mis en lien avec l'amélioration continue du climat des affaires depuis 2016. En 2019, cette tendance haussière des effectifs, observée depuis 2016 devrait se poursuivre.

Le graphique ci-dessous présente l'évolution des effectifs des assurés et des employeurs affiliés à la CNSS sur la période 2016-2018.

Graphique 13 : Effectifs des assurés et des employeurs affiliés à la CNSS sur la période 2016-2018



Source : CNSS, avril 2019

1.2.5.1.2 Recettes et dépenses de la CNSS

Les recettes de la CNSS sont passées de 106,5 milliards FCFA en 2016 à 109,2 milliards FCFA en 2018¹², soit une augmentation de 2,5% entre 2016 et 2018. Cette augmentation est le fait de la progression des postes de recettes « cotisations sociales » de 4,1% et « revenus de placement » de 9,5%. On note toutefois une légère baisse en 2017 (-1,2%), qui résulte du fait qu'à partir de juin 2017, l'État a cessé de produire les déclarations pour ses agents contractuels, provoquant ainsi une réduction des cotisations sociales dont le montant est passé de 71,6 milliards FCFA en 2016 à 66,5 milliards FCFA en 2017.

Quant aux dépenses de la CNSS, elles se sont affichées en baisse. Elles sont en effet passées de 61,2 milliards FCFA en 2016 à 40,1 milliards FCFA en 2018, soit une réduction de 34,4%. Ces dépenses sont constituées des prestations sociales (charges techniques), des charges de fonctionnement et des amortissements et provisions. La baisse enregistrée est due à la baisse des charges de fonctionnement (-22,9%) et à la suppression des amortissements et provisions. La hausse des charges techniques (25,9%) s'explique par l'augmentation des pensionnés (résultats des études) et des demandes d'allocations familiales (due à la simplification de la procédure).

De l'évolution des recettes et dépenses de la CNSS, il se dégage sur la période 2016-2018 des résultats excédentaires en moyenne annuelle d'environ 58,2 milliards FCFA.

¹²Les données de 2018 et des années suivantes sont des récapitulatifs des projections issues des évaluations actuarielles

Tableau 9 : Évolution des recettes et des dépenses de la CNSS de 2016 à 2019 (en milliards FCFA)

POSTES	2016	2017	2018	2019
Cotisations sociales	71,6	66,5	74,5	81,2
Loyers	0,3	0,2	-	-
Produits financiers	31,7	34,5	34,7	37,8
Autres produits	0,1	0,1	-	-
Reprises sur provisions	2,8	3,9	-	-
TOTAL RECETTES	106,5	105,2	109,2	119,0
Prestations sociales	25,4	26,9	32,0	37,3
Dépenses de fonctionnement	10,5	7,8	8,1	8,8
Amortissements et provisions	25,2	10,4	-	-
TOTAL DÉPENSES	61,1	45,1	40,1	46,1
RÉSULTAT (Recettes-Dépenses)	45,4	60,1	69,1	72,9

Source : CNSS, février 2019

En 2019, il est attendu un relèvement du niveau des recettes de 9,0% et des dépenses de la CNSS de 15,0% par rapport à 2018. Cette hausse des recettes et des dépenses se justifie par une amélioration projetée de l'environnement économique et des conditions de vie des populations. Les recettes devraient s'élever à 119,0 milliards FCFA en 2019, soit 81,2 milliards FCFA pour les produits techniques et 37,8 milliards FCFA pour les produits financiers contre respectivement 74,5 et 34,7 milliards FCFA en 2018.

Quant aux dépenses de la CNSS, elles devraient s'établir en 2019 à 46,1 milliards FCFA, soit 37,3 milliards FCFA pour les prestations sociales et 8,8 milliards FCFA pour les dépenses de fonctionnement.

Les résultats de la CNSS continueraient alors d'être excédentaires de près de 72,9 milliards FCFA en 2019.

L'informatisation de la CNSS et la mise en œuvre des réformes découlant des études actuarielles permettront de disposer d'un système performant d'information et de communication, et de maîtriser les risques et l'équilibre financier du régime de pension à partir de l'année 2019.

I.2.5.2 Situation du FNRB

I.2.5.2.1 Effectif des pensionnés du FNRB

Les pensionnés du FNRB sont constitués des affiliés (retraités) et de leurs bénéficiaires. Leur effectif augmente d'année en année aussi bien en ce qui concerne les retraités que leurs ayant-causes qui sont les veuves et les orphelins mineurs.



En 2018, l'effectif total des pensionnés du FNRB s'est établi à 49 372, en hausse de 7,4% par rapport à 2016. Le nombre des retraités a été porté à 34 913 en 2018, soit un accroissement de 7,6% par rapport à 2016. Quant aux ayant-causes, leur effectif est passé de 13 515 à 14 459, soit une hausse de 7,0% entre 2016 et 2018.

Tableau 10 : Évolution des effectifs des pensionnés du FNRB sur la période 2016-2018

Années	Retraités		Ayant-cause		Total	
	Effectif	Variation	Effectif	Variation	Effectif	Variation
2016	32 455	-	13 515	-	45 970	-
2017	34 508	6,3%	14 019	3,7%	48 527	5,6%
2018	34 913	1,2%	14 459	3,1%	49 372	1,7%

Source : DGB, 2019

En 2019, il est attendu 900 départs à la retraite dont 400 Agents Permanents de l'État (APE) et 500 Agents Contractuels de l'État (ACE).

I.2.5.2.2 Produits et charges du FNRB

Les produits du FNRB sont essentiellement composés des recettes de cotisation (98,5% en 2018) et des recettes issues de la validation des services (1,5% en 2018).

Sur la période 2016 à 2018, les produits sont passés de 24,7 milliards FCFA en 2016 à 31,7 milliards FCFA en 2017 et à 41,1 milliards FCFA en 2018, soit un accroissement de 66,4%. La hausse continue des produits est due à l'application des nouveaux taux de cotisations à compter d'avril 2017 et l'affiliation des agents contractuels de l'État au FNRB.

Les charges du FNRB sont constituées des dépenses de pension (97,8% en 2018), des dépenses de soins et d'hospitalisation des pensionnés (0,9% en 2018), des dépenses d'évacuation sanitaire (0,6% en 2018) et des dépenses de fonctionnement du FNRB (0,7% en 2018).

Sur la période sous revue, les dépenses ont connu une hausse de 23,8%, passant de 69,2 milliards FCFA en 2016 à 86,5 milliards FCFA en 2017 puis à 85,7 milliards FCFA en 2018. L'augmentation constatée entre 2016-2018 est due à la prise en compte depuis le 1^{er} janvier 2017 de : (i) la revalorisation au coefficient de 1,5 de l'indice de la pension des enseignants et (ii) la mise à niveau au coefficient de 1,25 de l'indice de toutes les pensions sur la base du décret 2011-505 du 05 août 2011 portant institution d'un coefficient de revalorisation des indices de traitement des Agents de l'État.

Ainsi, de l'évolution des produits et des charges sur la période 2016-2018, il se dégage des résultats déficitaires qui sont passés de 44,5 milliards FCFA en 2016 à 54,8 milliards FCFA en 2017 puis 44,6 milliards FCFA en 2018.

Tableau 11 : Récapitulatif des produits et des charges du FNRB sur la période 2016-2019 (en milliards FCFA)

Année	2016	2017	2018	2019
CHARGES	69,2	86,5	85,7	85,5
Autres transferts courants	68,5	85,9	85,1	84,3
Dépenses de pensions	65,7	82,9	83,8	83,1
Soins et hospitalisation des pensionnés	0,2	1,2	0,8	1,2
Évacuation sanitaire	2,6	1,8	0,5	-
Fonctionnement FNRB	0,7	0,6	0,6	1,2
PRODUITS	24,7	31,7	41,1	51,0
Recettes de cotisations	18,6	30,4	40,5	48,4
Recettes issues de la validation des services	6,1	1,3	0,6	2,6
RESULTAT	-44,5	- 54,8	-44,6	-34,5

Source : DGB, Février 2019

En 2019, les projections de recettes sont estimées à 51,0 milliards FCFA en raison de l'augmentation attendue des recettes du fait du recrutement de nouveaux agents en 2018 et de l'application des nouveaux taux de cotisations pour les pensions telle que prévue par la loi n°2015-19 du 15 novembre 2017 qui modifie et complète le code des pensions civiles et militaires de retraite.

Le niveau des dépenses prévisionnelles, hors dettes issues de la revalorisation, qui s'élève à 85,5 milliards FCFA, induirait un déficit prévisionnel de 34,5 milliards FCFA à fin décembre 2019, en baisse de 10,0 milliards FCFA par rapport à son niveau à fin décembre 2018.



II. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES SUR LA PÉRIODE 2020-2022

II.1 Perspectives de croissance au Bénin

II.1.1 Orientations économiques du budget de l'État, gestion 2020

II.1.1.1 Cadre de mise en œuvre de la politique économique en 2020

La conduite de la politique économique en 2020 sera conforme aux grandes options prises par l'État dans le Plan National de Développement 2018-2025, le Programme de Croissance pour le Développement Durable 2018-2021 et le Programme d'Actions du Gouvernement 2016-2021. À travers ces documents de politique, l'État réaffirme son engagement à amorcer la transformation structurelle de l'économie béninoise afin de la diversifier, la rendre plus productive et l'asseoir sur des bases plus stables et plus solides pour une amélioration substantielle des conditions de vie des populations.

À cet effet, la politique d'investissement initiée depuis 2016 sera poursuivie et consolidée. Ainsi, l'État mettra l'accent sur la mise en place d'un cadre et des conditions favorables pour l'essor du secteur privé comme moteur de la croissance à moyen terme. Dans ce cadre, l'État poursuivra la valorisation des secteurs stratégiques à haut potentiel mais jusque-là sous exploités tels que le tourisme, l'économie numérique, l'agriculture et l'économie du savoir.

De même, la politique de renforcement des capacités de production et de distribution de l'énergie sera poursuivie ainsi que celle de dotation du Bénin en infrastructures socio-économiques visant d'une part à améliorer les conditions de vie des populations et d'autre part, à réduire les coûts de transaction pour les entreprises.

Par ailleurs, les filets sociaux au profit des couches les plus défavorisées seront renforcés à travers la batterie de mesures sociales dont plusieurs sont déjà initiées par le Gouvernement comme l'Assurance pour le Renforcement du Capital Humain, le programme national d'alimentation scolaire intégré, etc. *(Voir encadré à la page 43).*

Enfin, par sa politique économique et sociale, le Gouvernement est également résolu à atteindre les Objectifs de Développement Durable dont il a retenu les cibles prioritaires pertinentes pour le Bénin et pour lesquels un système de coordination et de suivi des actions y relatives est mis en place.



ENCADRE SUR LES MESURES SOCIALES

Les réformes engagées par le Gouvernement depuis avril 2016 pour la reprise et la durabilité de la croissance économique au Bénin sont accompagnées de mesures sociales importantes. Celles-ci couvrent plusieurs domaines touchant directement les conditions de vie des populations.

Les principales actions en cours au titre des mesures sociales et qui se poursuivront en 2020 concernent : i) la mise en œuvre du Programme National d'Alimentation Scolaire Intégré (PNASI) ; ii) la mise en œuvre du Plan directeur 2017-2021 de développement du sous-secteur de l'approvisionnement en eau potable en milieu rural ; iii) le renforcement et la consolidation des mesures visant l'accès aux services de santé (césarienne, prise en charge du paludisme pour les femmes enceintes et les enfants de moins de 5ans, prise en charge des dialysés, prise en charge et meilleure organisation des soins palliatifs, renforcement de l'accessibilité des hôpitaux aux citoyens, achèvement des hôpitaux de zone de Kouandé et de Pobè, construction et équipement de l'unité de dialyse du CHUD Porto-Novo, achèvement de l'hôpital de zone de Savè, démarrage de l'hôpital de référence d'Abomey-Calavi et construction de deux (02) laboratoires, amélioration des plateaux techniques à travers l'acquisition et l'installation d'IRM et de scanners, etc.) ; iv) la création et l'investissement dans des filières ciblées techniques et professionnelles pour accroître l'employabilité des jeunes (*métiers du bois, agriculture, tourisme, mécanique auto*) ; v) la poursuite de la gratuité de la scolarisation des enfants des deux sexes dans les écoles maternelles et primaires ; vi) la poursuite de la gratuité de la scolarisation des filles du premier cycle des collèges, des filles du premier cycle des lycées techniques et des filles des filières industrielles du second cycle des lycées ; vii) le renforcement du cadre d'accueil des écoliers et de la qualité de l'enseignement avec la construction de modules de salles de classe et le recrutement de nouveaux enseignants ; viii) le renforcement de la formation des détenus pour la facilitation de leur réinsertion socio-professionnelle, avec l'opérationnalisation de l'Agence Pénitentiaire du Bénin ; ix) la mise aux normes des centres d'accueil et de protection des mineurs et de leur prise en charge par les communautés ; x) la poursuite des travaux de construction des stades et l'extension des classes sportives et classes culturelles.

Source : DGB, mai 2019

II.1.1.2 Priorités pour l'année 2020

Pour 2020, les priorités se résument ainsi qu'il suit selon les différents secteurs. Une présentation plus détaillée est faite en **annexe 1** du document **Annexe**.



Dans le domaine **agricole**, l'État mettra l'accent sur : i) le renforcement de l'opérationnalisation des Pôles de Développement ; ii) la poursuite des mesures de facilitation de l'accès aux semences, intrants et marchés pour la promotion des nouvelles filières agricoles (anacarde, ananas, produits maraîchers, riz, maïs, manioc, palmier à huile, agrumes et mangues, karité et soja) ; iii) l'irrigation, les aménagements hydroagricoles et leur valorisation ; iv) la mise en œuvre du Programme National de Développement de la Mécanisation Agricole ; v) la réalisation des infrastructures marchandes et le développement des services logistiques (quais fruitiers, chambres frigorifiques, etc.).

Au niveau du **numérique**, les priorités du Gouvernement concerneront, entre autres : i) l'accélération de l'exécution des projets en cours visant globalement un bon maillage du territoire en fibre optique et la disponibilité de l'internet haut et très haut débit (PDI2T Phase2, boucle Ouest, interconnexion des centres de recherche et des universités, interconnexion des établissements secondaires et interconnexion des établissements primaires) ; ii) la promotion de l'entrepreneuriat numérique ; iii) la finalisation du projet d'extension de la couverture en réseau de téléphonie mobile des zones difficiles d'accès ; iv) la mise en œuvre du projet e-agriculture ; v) l'interconnexion des administrations centrales et départementales ; vi) la mise en place d'une plateforme nationale de paiement électronique mobile, etc.

Dans le domaine de **l'industrie et du commerce**, l'État focalisera sa politique sur la mise en place d'un secteur privé productif de biens et services de qualité et compétitifs pour la satisfaction des besoins des consommateurs nationaux et étrangers en vue de l'amélioration de la croissance économique du Bénin et de la réduction de la pauvreté. A cet effet, les priorités concerneront, entre autres, le renforcement : i) de la compétitivité des entreprises locales ; ii) des infrastructures d'appui technique au développement des entreprises, iii) de l'accompagnement technique au développement des entreprises, iv) de la sécurité et la protection des consommateurs.

En ce qui concerne le **tourisme**, la politique de l'État sera orientée vers le renforcement des capacités des acteurs et l'amélioration de la qualité des services ainsi que la modernisation des infrastructures touristiques suivant les standards internationaux. A cet effet, les priorités pour l'année 2020 concerneront, entre autres : i) la poursuite des activités de restructuration et de mise en valeur du parc W/Bénin conformément au plan d'affaires de African Parks Network (APN) ; ii) la poursuite des travaux relatifs à la réinvention de la cité lacustre de Ganvié ; iii) la poursuite des travaux de construction des équipements muséographiques et touristiques dans les villes d'Abomey, d'Allada, de Porto-Novo et de Ouidah ; iv) la restauration à l'identique de la cité historique de



Ouidah et du parcours de la route de l'esclave ; et v) la réhabilitation du site de la Ganni à Nikki, etc.

Dans le domaine de la **culture**, les axes de la politique publique concernent le renforcement des capacités des acteurs culturels et l'amélioration de la qualité des œuvres, la préservation et la mise en valeur du patrimoine culturel, du patrimoine naturel à caractère culturel, et la modernisation des infrastructures culturelles suivant les standards internationaux. A cet effet, les priorités pour 2020 concerneront, entre autres : i) la construction des complexes culturels et sportifs ; ii) la construction du théâtre national ; iii) la construction de la maison de l'artiste ; iv) la construction d'un zénith de sept mille (7 000) places ; et v) la promotion des talents et le renforcement des capacités dans le sous-secteur de la culture en milieu scolaire et dans les communes ; etc.

Au plan des **sports**, il s'agira pour l'État de promouvoir le développement des activités sportives et la construction d'infrastructures sportives adéquates. Ainsi, l'État veillera en 2020, entre autres, à : i) la poursuite de l'expérience des classes sportives en football, basketball, handball, athlétisme et arts martiaux en milieu scolaire sur toute l'étendue du territoire national ; ii) l'appui à la préparation et à la participation aux compétitions sportives statutaires régionales et internationales ; iii) l'appui à l'organisation des championnats nationaux ; iv) la construction/réhabilitation des stades communaux et départementaux ; et v) la création des académies sportives départementales.

Sur le plan de la **décentralisation**, les priorités pour 2020 concerneront, entre autres : i) le pilotage et la mise en œuvre de la Politique Nationale de Décentralisation (PONADEC) ; ii) l'accélération de l'opérationnalisation de la déconcentration, iii) le renforcement des capacités des élus et des agents de la fonction publique territoriale ; et iv) le renforcement de la gouvernance financière des collectivités territoriales.

Au niveau du **travail et de la fonction publique**, en 2020 les actions de l'État seront axées sur la modernisation, la dynamisation de l'administration publique et la promotion du travail décent aux travailleurs du Bénin. L'État focalisera ses actions sur : i) l'opérationnalisation du système d'information sur le marché du travail ; ii) l'éradication de la traite et du travail des enfants ; iii) l'extension du système de protection sociale ; iv) la simplification des processus de gestion de carrière ; v) l'informatisation de la gestion des ressources humaines ; et vi) la mise en place d'une gestion électronique des archives.

Dans le domaine de **l'eau**, l'État accordera la priorité en 2020 à : i) l'amélioration du cadre de gestion pour une bonne gouvernance de l'eau ; ii) le développement des outils de planification (Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux - SDAGE) ; iii) la réalisation de l'accès universel et durable à l'eau potable ; et iv)



l'amélioration de la disponibilité de l'eau en quantité et en qualité pour les activités de production.

S'agissant des **mines**, le Gouvernement a fait le choix de renforcer les capacités d'exploitation des ressources minières du pays. A ce titre, les mesures mises en œuvre visent la recherche, la promotion et la valorisation des ressources minières. En 2020, l'accent sera mis sur : i) la révision des cadres institutionnel et juridique du secteur des Mines et des Hydrocarbures ; ii) la promotion et la valorisation du potentiel minier du Bénin ; et iii) l'intensification des recherches géologiques, minières et pétrolières.

En ce qui concerne les **infrastructures**, les priorités pour 2020 sont relatives à la poursuite des actions dans le cadre de la modernisation du réseau routier. Ainsi, plusieurs projets phares rentreront dans leur phase active. Il s'agit de : i) la reconstruction du tronçon ancien Pont de Cotonou-Loterie nationale-Hôtel du port-Carrefour CENSAD Erevan (5,80 km) - Aménagement de voies en béton dédiées au trafic portuaire ; ii) la construction d'un axe autoroutier de contournement nord-est de la ville de Cotonou avec construction d'un nouveau pont sur le lac Nokoué et divers ouvrages spécifiques ; iii) l'aménagement de la route Djougou-Péhunco-Kérou-Banikoara ; etc.

Au niveau du **cadre de vie**, les priorités pour l'année 2020, notamment dans le sous-secteur de l'habitat, porteront sur : i) la réalisation du reste des travaux de construction de 20 000 logements ; ii) la construction de cités ministérielles, administratives et départementales ; iii) la construction des infrastructures de la police républicaine : quartier général, école de police, 155 commissariats, 12 directions départementales, etc. ; iv) la construction de 22 stades omnisports de standing international ; v) la construction et l'exploitation d'un complexe Mall-galerie commerciale-piscine olympique au stade Mathieu Kérékou de Cotonou en mode PPP, etc.

Au plan des **affaires sociales et de la microfinance**, au titre de l'exercice budgétaire 2020, les priorités concerneront : i) le renforcement de la mise en œuvre de l'Assurance pour le Renforcement du Capital Humain (ARCH) ; ii) la construction et l'équipement des infrastructures de protection sociale (extension des services sociaux de proximité) ; iii) la mise en œuvre d'un programme élargi de filets de sécurité sociale ; iv) la promotion des TIC comme support aux services financiers ; v) la promotion de l'accès des SFD aux marchés de capitaux à travers les Véhicules d'Investissement en Microfinances (VIM) ; etc.

Dans le domaine de la **santé**, la politique économique sera conforme, en plus du PAG, au Plan National de Développement Sanitaire (PNDS). Ainsi, spécifiquement pour la gestion 2020, les priorités de l'État concerneront, entre autres : i) la mise aux normes des formations sanitaires dans le cadre de la généralisation du volet Assurance-Maladie



de l'ARCH ; ii) le renforcement du plateau technique des centres hospitaliers : acquisition de scanners et d'IRM, poursuite de la construction/équipement/eau/électricité des unités de dialyse ; iii) la construction et l'équipement d'infrastructures sanitaires : centre hospitalier de référence de rang régional et hôpitaux de zone 3A, ABD, Ouidah et PAS, etc. ; iv) la poursuite de la construction de l'unité de soins palliatifs du CNHU ; v) le recrutement/le renforcement des capacités des ressources humaines qualifiées dans les formations sanitaires, etc.

En ce qui concerne la **promotion des petites et moyennes entreprises et de l'emploi**, l'État accordera la priorité, entre autres, à : i) la mise en place d'un mécanisme de financement diversifié et intégré, adapté aux besoins des PME ; ii) le développement des infrastructures et l'appui technique et financier aux artisans pour la fabrication des équipements de transformation des produits agricoles ; iii) la mise en place et l'opérationnalisation du guichet unique de promotion de l'emploi ; iv) la multiplication des concours en partenariat avec le secteur privé ; v) la mise en place d'un système d'information sur le marché du travail.

Pour les **enseignements secondaire, technique et la formation professionnelle**, les priorités concerneront, entre autres : i) la restructuration du dispositif de pilotage et de suivi des enseignements secondaire, technique et la formation professionnelle (ESTFP) ; ii) la poursuite du renforcement de l'attractivité de l'ESTFP et de l'amélioration de l'employabilité des jeunes ; iii) l'amélioration de l'accès, de l'équité et de la qualité ; iv) l'extension de la mesure de gratuité à l'enseignement secondaire général pour la promotion de la scolarisation des filles ; et v) le développement de l'alphabétisation centré sur les couches socio-professionnelles.

Au niveau de **l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique**, l'État mettra l'accent sur : i) l'opérationnalisation de la Cité Internationale de l'Innovation et du Savoir (CIIS) qui est un projet phare du PAG ; ii) la construction des infrastructures au profit des universités nationales publiques du Bénin ; iii) l'équipement des infrastructures et des laboratoires des universités publiques en matériels modernes ; iv) l'opérationnalisation des agences en cours de création, à savoir, l'Agence Béninoise d'Assurance Qualité dans l'Enseignement Supérieur (ABAQES) et l'Agence Béninoise de la Recherche et de l'Innovation (ABRI) ; v) la poursuite de l'interconnexion de toutes les universités du Bénin ; vi) l'opérationnalisation du Conseil National de l'éducation (CNE) ; vii) l'ouverture des centres de métiers et leur équipement en matériels et personnes ressources (filières techniques et professionnelles ciblées) ; et viii) le recrutement d'enseignants en nombre suffisant compte tenu du départ massif à la retraite en 2019 ; etc.



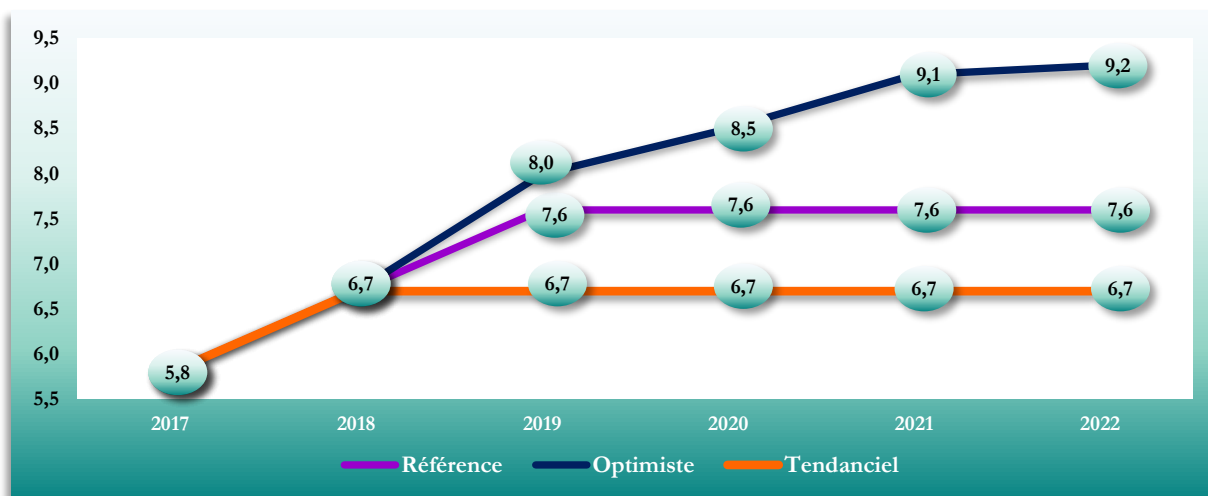
II.1.2 Cadrage macroéconomique à moyen terme 2020-2022

Au plan mondial, selon les Perspectives Économiques Mondiales publiées par le FMI, en juillet 2019, il est attendu une reprise de l'activité économique. Le taux de croissance de l'économie mondiale devrait s'afficher à 3,5% en 2020 contre 3,2% en 2019. Cette accélération serait principalement portée par les pays émergents et en développement, notamment l'Inde qui afficherait un taux de croissance de 7,2% en 2020 contre 7,0% en 2019. En Afrique subsaharienne, la croissance économique devrait se consolider pour s'afficher à 3,6% en 2020 contre 3,4% en 2019. Au Nigéria, la croissance devrait poursuivre son accélération en 2020. Le taux de croissance de l'économie nigériane est attendu à 2,6% en 2020 après 2,3% en 2019. Cette accélération de l'activité économique profiterait notamment du redressement continu de la production non pétrolière.

Dans l'**PUEMOA**, le dynamisme de l'activité économique est soutenu et le taux de croissance s'afficherait à 6,7% contre 6,6% en 2018

Au plan national, sur la base de l'évolution probable de la conjoncture aux plans international et sous régional et en tenant compte de l'évolution prévisible de l'économie, plusieurs sentiers de croissance sont envisageables.

Graphique 14 : Évolution du taux de croissance économique de 2017 à 2022 (%)



Source : DGAE, avril 2019

II.1.2.1 Scénario tendanciel

Le scénario tendanciel suppose que l'économie continuera à croître suivant la tendance observée ces dernières années. Il prend en considération certains risques sur l'économie comme le risque sur les cours des matières premières, dont le coton et le pétrole, et ceux sur les conditions climatiques. Suivant ce scénario, le taux de croissance s'établira autour de 6,7% à moyen terme.

II.1.2.2 Scenario de référence

Le scénario de référence est basé sur des conditions climatiques favorables et une évolution des cours des matières premières et de change conforme aux prévisions. Il suppose une accélération de la mise en œuvre du PAG, notamment dans son volet construction d'infrastructures socio-économiques à partir de 2019, grâce aux actions concertées du Gouvernement et de ses partenaires privés. Il considère également la poursuite des bonnes performances dans le secteur agricole et celle du Port de Cotonou. Dans ce scénario, le taux de croissance de l'économie s'établirait en moyenne autour de 7,6% en 2019 et à moyen terme.

II.1.2.3 Scenario optimiste

Le scénario optimiste suppose des conditions climatiques, des évolutions des cours des matières premières et de change particulièrement avantageuses. Il est également basé sur une mise en œuvre mieux que prévue, des réformes économiques du PAG. Dans ce scénario, le taux de croissance dépasserait les 8,0% en 2020 et atteindrait 9,2% à l'horizon 2022.

II.1.2.4 Facteurs de croissance en 2020 et à moyen terme 2020-2022

La croissance en 2020 et à moyen terme sera portée par la mise en œuvre du Programme d'Actions du Gouvernement, notamment dans les secteurs de **l'agriculture, de l'agro-industrie, de l'énergie, du tourisme, de l'économie numérique et des infrastructures**.

Dans le **secteur agricole**, les bonnes performances de la filière coton se poursuivront. Après avoir atteint un nouveau record de production de plus de 700 000 tonnes pour la campagne 2018/2019, l'objectif de production fixé par l'Association Interprofessionnelle de Coton est de **1 000 000 tonnes** à l'horizon 2021. La poursuite de la hausse de la production de coton devrait soutenir la croissance à moyen terme.

Dans sa logique de diversification de l'agriculture, et pour éviter la dépendance au coton, le Gouvernement met l'accent depuis 2016 sur la promotion de nouvelles filières aussi bien d'exportation que de sécurité alimentaire. Les filières concernées pour l'exportation sont : **l'anacarde, l'ananas, les produits maraichers**. Pour la sécurité alimentaire, les filières en promotion sont relatives au **maïs, au riz et au manioc**.

Déjà, quelques résultats obtenus sont de nature à rassurer sur la bonne exécution du PAG. Ainsi, après la levée (le 03 août 2017) de l'auto-suspension de l'exportation d'ananas, 1 023 tonnes d'ananas aux normes ont été exportées sur le marché européen au 30 novembre 2018. De même, quoique ne figurant pas explicitement dans la



stratégie de diversification, le miel du Bénin commence à conquérir les marchés européens. Ainsi, 147 kg de miel certifié ont été exportés sur le marché de l'UE entre février et septembre 2018.

Au plan de **l'agro-industrie**, la hausse de la production de coton devrait aller de pair avec l'amélioration des capacités d'égrenage. Ainsi, en raison du fonctionnement actuel à pleine capacité des usines d'égrenage (la capacité installée n'est que de 600 000 tonnes pour une production de plus de 700 000 tonnes), le Gouvernement a autorisé, l'installation d'une nouvelle usine d'égrenage de coton.

Pour soutenir cette politique de promotion de la transformation locale des produits agricoles, le Gouvernement, à travers la loi de finances, a pris des mesures incitatives dont : i) l'instauration d'une taxe à l'exportation sur les produits agricoles non transformés (70 FCFA/kg pour les noix de cajou et de karité, 10 FCFA/kg pour les autres produits) ; ii) l'exonération de droits et taxes à l'importation sur les équipements et machines de transformation de produits agricoles ; etc.

Dans le **domaine de l'énergie**, le Gouvernement s'inscrit dans une politique d'augmentation des capacités et de réduction des coûts de l'énergie. Ainsi, après avoir réhabilité les capacités énergétiques « dormantes » pour raison de défectuosité des centrales, le Gouvernement a lancé son programme de mise en place de capacités additionnelles. A cet effet, une nouvelle centrale énergétique, d'une capacité de 127 MW, a été mise en service en août 2019. Cette centrale qui permet de produire l'énergie à un coût compris entre 40 FCFA et 50 FCFA le KWH, remplace les anciennes centrales thermiques (groupes électrogènes loués) dont le coût de production était de l'ordre de 180 FCFA le KWH. Quelques mois plus tôt, de plus petites centrales ont été réhabilitées à Parakou, Natitingou et Porto-Novo pour une capacité totale de 30 MW.

La stratégie du Gouvernement vise à atteindre une capacité de 1 400 MW à l'horizon 2035 ; ce qui permettra au Bénin d'être autonome au plan énergétique et même d'avoir un surplus exportable.

Dans le **domaine du tourisme**, les actions en cours concernent : i) la réhabilitation du parc Pendjari qui est le plus grand parc animalier de l'Afrique de l'Ouest ; ii) la ré-invention de la cité lacustre de Ganvié ; iii) la promotion du tourisme populaire et familial autour des arts et cultures vodun ; iv) la recreation à l'identique de la cité historique de Ouidah ; v) l'aménagement des stations balnéaires ; vi) la création d'une expérience touristique premium autour des Tata Somba.

Dans le cadre de la mise en œuvre de ce programme, le parc Pendjari a été rendu opérationnel en 2018 (délégation de la gestion à African Parks Network, introduction



des big five : lion, buffle, éléphant, guépard, rhinocéros ; construction de loges et de piste d'atterrissage). Par ailleurs, le e-visa est en ligne depuis 2018. L'ensemble de ces mesures devrait permettre de soutenir les activités touristiques et l'économie à moyen terme.

Dans le **domaine de l'économie numérique**, le Gouvernement a achevé la première phase du déploiement de l'internet haut débit et très haut débit sur près de 2 000 km à travers 67 communes avec 47 points de présence en 2018. Le déploiement se poursuit pour la couverture des 77 communes en 2019. Par ailleurs, pour 2020, les principales actions prévues concernent : i) l'interconnexion des centres de recherche et universités, des établissements secondaires et des établissements primaires ; ii) la promotion de l'entrepreneuriat numérique ; iii) la poursuite et la finalisation du projet d'extension de la couverture en réseau de téléphonie mobile des zones difficiles d'accès ; iv) la mise en place d'une plateforme nationale de paiement électronique et mobile ; v) la construction du réseau numérique de l'Administration et l'interconnexion des administrations centrales et départementales ; etc. La mise en œuvre de ces projets améliorera la productivité des entreprises et impactera donc la croissance économique.

Dans le **domaine des infrastructures**, plusieurs projets structurants devraient soutenir la croissance à moyen terme. Au nombre de ces projets, on peut citer : i) les chantiers routiers ; ii) la construction du nouvel aéroport de Glo-Djigbé ; iii) la construction du contournement nord de Cotonou ; iv) le projet Asphaltage ; v) la construction des marchés locaux ; vi) la construction du marché de gros d'Akassato ; vii) la construction de stades (phase 1 : 22 stades) ; viii) la construction d'académies sportives ; ix) la construction d'arènes culturelles ; x) l'assainissement pluvial de Cotonou ; xi) l'assainissement pluvial des villes secondaires ; xii) la construction des cités administratives (12 cités) ; xiii) la construction de la cité ministérielle de Cotonou ; xiv) la construction de la caserne militaire d'Allada ; xv) la réhabilitation du stade de l'amitié ; xvi) la construction du Sofitel Cotonou, etc.

Plusieurs de ces projets sont déjà en cours d'exécution. C'est le cas par exemple du projet Asphaltage et le projet de construction de stades (22 stades). Plusieurs autres seront lancés en 2019 et 2020.

Par ailleurs, le Bénin bénéficiera, fin 2019-début 2020, de la construction d'un pipe-line pour l'exportation du pétrole du Niger. La construction de cette infrastructure, qui traversera le pays du nord au sud, permettrait de créer au moins 2 000 emplois durant la phase de construction.



Tableau 12 : Principales hypothèses et synthèse des résultats du cadrage macroéconomique sur la période 2020-2022

	2018	2019	2020	2021	2022
Quelques hypothèses					
Taux de change (FCFA)					
Dollar	555,19	555,19	555,19	555,19	555,19
Naira	1,85	1,85	1,85	1,85	1,85
Cours des matières premières					
Coton (\$/Kg)	1,91	1,75	1,63	1,60	1,63
Pétrole (\$/baril)	68,3	66,0	65,0	65,5	66,0
Taux d'intérêt					
Créditeur	5,82	5,73	5,73	5,73	5,73
Débiteur	7,90	7,96	7,96	7,96	7,96
Variations en %					
P.I.B. nominal	7,4	6,9	8,1	8,6	8,6
P.I.B. au prix de 2015	6,7	7,6	7,6	7,6	7,6
Recettes totales	8,9	8,1	9,7	8,6	8,7
Dépenses totales et prêts nets	-0,9	6,9	5,3	6,6	7,0
Ratios en % du P.I.B					
Taux d'investissement	26,4	27,8	28,2	28,5	28,8
Epargne Intérieur brut	19,5	20,4	21,2	21,5	22,0
Epargne Nationale	20,4	21,4	22,0	22,4	22,8
Recettes totales	13,0	13,1	13,3	13,3	13,3
Recettes fiscales	10,2	11,0	11,2	11,3	11,3
Recettes non fiscales	2,7	2,1	3,0	3,0	3,0
Dépenses totales et prêts nets	16,5	16,5	16,0	15,7	15,5
Masse salariale	4,5	4,7	4,4	4,4	4,4
Investissement public	5,6	5,3	5,5	5,4	5,2
Contribution budgétaire à l'investissement	3,5	2,6	3,1	3,0	2,9
Solde global (base ordonnancement, dons compris)	-2,9	-2,2	-1,8	-1,4	-1,2
Exportations de biens et services	20,0	20,0	20,8	21,1	21,5
Importations de biens et services	-26,9	-27,5	-27,9	-28,1	-28,4
Balance commerciale	-6,9	-7,5	-7,1	-7,0	-6,9
Balance courante (- = déficit)	-6,0	-6,5	-6,3	-6,1	-6,0
Balance globale	2,5	3,0	0,5	0,6	0,6

Source: DPC/DGAE/MEF, *Pink Sheet*, FMI, BCEAO, *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2019-2028*, septembre 2019

II.1.3 Incertitudes

Les prévisions macroéconomiques pour la période 2020-2022 sont sujettes à des incertitudes qui pourraient affecter leur réalisation. Au nombre de ces incertitudes, on peut citer : i) les aléas climatiques ; ii) l'évolution des cours des matières premières dont en particulier le coton et le pétrole ; iii) les politiques commerciales et de change au

Nigéria ; iv) la réaction du monde des affaires pendant les années préélectorales et électorales ; v) les conditions financières internationales ; vi) les conditions sécuritaires.

L'agriculture, l'un des secteurs stratégiques de l'économie béninoise, reste encore exposée aux perturbations liées au climat et aux autres phénomènes naturels. Les manifestations de ces phénomènes sont notamment l'apparition de poches de sécheresse, des retards dans l'arrivée des pluies ou leur mauvaise répartition, la récurrence des inondations, l'apparition de nouveaux ravageurs qui déciment les cultures, la dégradation des terres agricoles, la baisse des rendements, etc.

Selon les simulations, une baisse de 10% de la production agricole par rapport aux prévisions provoquerait un repli de la croissance de l'ordre de 2 points de pourcentage sur le taux de croissance en 2020.

Face à cette situation, les mesures d'atténuation concernent notamment la maîtrise de l'eau à travers les aménagements hydro-agricoles prévus dans divers projets et programmes, la promotion des méthodes d'irrigation ainsi que la mise en place de semences améliorées résilientes aux changements du climat.

Sur le marché international, l'évolution des cours des matières premières, notamment le pétrole et le coton, fait l'objet d'une attention particulière.

Pour le coton, après une hausse continue entre 2015 et 2018 du cours qui est passé de 1,55\$/kg en moyenne 2015 à 2,01\$/kg en 2018, les prévisions pour 2019 et 2020 tablent sur une poursuite de cette tendance ; ce qui offre une incitation favorable à la hausse de la production au plan national. Toutefois, un choc imprévu, entraînant une baisse persistante du prix du coton sur le marché international, pourrait à terme se répercuter sur les prix aux producteurs et réduire les incitations à produire. Selon les simulations, une baisse de 10% de la production de coton en dessous des prévisions induirait une réduction de l'ordre de 0,11% du taux de croissance en 2020. Fort heureusement, afin d'éviter la transmission d'une baisse du prix international aux prix aux producteurs, les autres acteurs de la filière consentent volontiers à amortir un choc de court terme. Pour atténuer l'impact des chocs adverses sur le coton, le Gouvernement a entrepris depuis 2016 la promotion de nouvelles filières agricoles autant d'exportation que de sécurité alimentaire. Au nombre de ces filières on peut citer au titre des filières d'exportation, l'anacarde, l'ananas et les produits maraîchers, et au titre des filières de sécurité alimentaire, le riz, le maïs et le manioc. Les résultats des productions obtenues pour ces produits au titre de la campagne 2018/2019 affichent des résultats satisfaisants et des perspectives favorables.

La proximité géographique du Bénin avec le Nigéria et l'étroitesse des relations commerciales entre les deux pays constituent une opportunité mais présentent



également des incertitudes. Ces incertitudes tiennent aussi bien à la politique commerciale du Nigéria qu'à sa politique monétaire. Ainsi, sur la base des données disponibles avant 2015, les services du FMI estimaient qu'un repli de 1% de l'économie nigériane provoquerait un recul de 0,3 point de la croissance au Bénin.

Conscient de cette situation, le Gouvernement, quelques mois après son installation en 2016, a élaboré un Programme d'Actions orienté vers la résilience de l'économie et l'engagement de sa transformation structurelle. Ce plan est orienté d'une part, vers le renforcement des moteurs traditionnels de la croissance du Bénin comme l'agriculture et la promotion de nouveaux secteurs comme le tourisme, l'économie numérique et l'économie du savoir. Les premiers résultats de cette stratégie montrent un affaiblissement du lien entre l'économie béninoise et celle nigériane. En effet, en 2016, pendant que l'économie nigériane affichait une contraction de 1,6%, l'économie béninoise affichait quant à elle une croissance de 4,0%. Depuis 2017, le taux de croissance du Nigéria n'a pas excédé 2,0%. Celui du Bénin se situe entre 6,0% et 7,0%.

Le 19 mars 2019, le Bénin a réalisé pour la première fois de son histoire une émission d'eurobond sur le marché international en euro. Le Bénin devient ainsi le premier pays africain à réaliser une émission internationale inaugurale en euro. Cette opération a été un succès au regard des caractéristiques de l'opération, notamment le coupon (5,75%) en deçà du taux offert sur le marché régional, et le montant souscrit par les investisseurs (1,25 millions d'euros contre une demande de 500 millions d'euros). Au regard de cette nouvelle relation avec les investisseurs internationaux que le Bénin veut pérenne, le pays sera davantage regardant sur les conditions du marché international avant toute nouvelle sortie.

Enfin, au plan sécuritaire, le Gouvernement a engagé les actions nécessaires afin de renforcer davantage le dispositif de sécurité aussi bien en effectif qu'en moyens logistiques ultra modernes en vue de créer un cadre propice au développement du secteur privé au Bénin.



II.2 Perspectives financières 2020-2022

II.2.1 Opérations financières de l'État pour 2020-2022

Au regard du cadrage macroéconomique, les ressources totales du budget général devraient afficher une hausse de 10,9% en moyenne annuelle sur la période 2020-2022. Spécifiquement pour 2020, elles s'afficheraient à 1 333,0 milliards FCFA contre 1 211,9 milliards FCFA en 2019, soit une hausse de 12,0%. Les dépenses du Budget Général connaîtraient un taux de progression moyen de 7,6% sur la période 2020-2022.

Plus généralement, la politique publique en matière de dépense sera axée sur la qualité de la dépense publique. Spécifiquement, l'État visera :

- la priorisation des projets phares dans l'exécution des investissements publics ;
- la consolidation et la mise à l'échelle des mesures sociales (ARCH, cantines scolaires) ;
- le renforcement de l'aménagement du territoire à travers l'amélioration des ressources transférées aux communes ;
- le soutien aux actions de renforcement de la sécurité et de la défense ;
- le financement des élections en 2020 et 2021 ;
- la maîtrise du déficit budgétaire et du niveau d'endettement.

S'agissant spécifiquement de la masse salariale, l'État compte poursuivre son encadrement à travers notamment : i) la consolidation des mesures antérieures (recensement périodique des agents de l'État, bancarisation des avantages de l'État, priorisation des secteurs essentiels dans le recrutement des agents de l'État, le paiement par virement bancaire des agents des postes diplomatiques et consulaires, etc. ; ii) la mise en place d'un nouveau système intégré de gestion des ressources humaines et de paie ; iii) la prise en compte automatique des indices dus et le paiement des salaires sur la base de ces indices. Ces efforts de rationalisation s'étendront aux autres dépenses de fonctionnement de l'administration.

En ce qui concerne les dépenses d'investissement, l'État renforcera leur efficacité afin d'optimiser leur impact sur l'économie. A cet effet, les actions engagées concernent : i) la meilleure coordination des acteurs en vue de faciliter la bonne diffusion des informations sur les projets ; ii) l'amélioration du cadre institutionnel de gestion des marchés publics ; iii) le développement des capacités techniques des acteurs ; iv) l'amélioration de l'évaluation des coûts des projets ; v) le renforcement des études ex-ante et ex-post ; vi) la mise en place des systèmes d'information intégrés et interfaces ; etc.



En matière de mobilisation des ressources, la politique publique est orientée vers, d'une part, la sécurisation des ressources collectées et, d'autre part, l'élargissement de l'assiette fiscale. À cet effet, l'État entend poursuivre la modernisation des structures, la simplification et l'automatisation des procédures ainsi que le renforcement des ressources humaines. Dans ce cadre, l'État entend procéder à : i) l'extension des téléprocédures aux impôts locaux dus par les grandes et moyennes entreprises ; ii) introduire progressivement les télé procédures dans les centres des Impôts des Petites Entreprises à l'instar de la Direction des Grandes Entreprises et des Centres des Impôts des Moyennes Entreprises ; iii) accroître le rendement des droits d'accises ; iv) renforcer la mobilisation de la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) par la généralisation effective des Machines Électroniques Certifiées de Facturation de la TVA ; v) améliorer le civisme fiscal à travers la dynamisation des échanges avec les contribuables.

Par ailleurs, l'État renforcera la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales par, entre autres, l'amélioration du cadre législatif et réglementaire et la coopération sous régionale et internationale. Enfin, l'État poursuivra l'encadrement des dépenses fiscales par, entre autres : i) l'actualisation du Système Fiscal de Référence (SFR) ; ii) la limitation des exonérations hors codes (code général des Impôts, code des Douanes, code des investissements, code minier, code pétrolier, etc.) ; iii) l'analyse régulière de l'efficacité des exonérations accordées par l'État.

À l'horizon 2022, les ressources du budget général atteindraient 1 573,1 milliards FCFA.

Au niveau des charges, elles s'afficheraient à 1 693,1 milliards FCFA en 2022 contre 1 486,9 milliards FCFA en 2020, soit une hausse de 13,9%.

Sur la base de l'évolution des ressources et des charges du budget général, le déficit budgétaire devrait enregistrer une amélioration. Il s'afficherait à 153,9 milliards FCFA en 2020 et à 120,0 milliards FCFA en 2022.

Le tableau suivant présente l'évolution des ressources et des charges du budget général sur la période 2020-2022.



Tableau 13 : Tableau d'équilibre prévisionnel du budget sur la période 2020-2022 (en millions FCFA)

RESSOURCES	2020	2021	2022
BUDGET GENERAL	1333000	1448800	1573100
Recettes totales du budget général	1 264 231	1372300	1493100
Budget annexe et autres budgets	52 269	59000	64000
Compte d'affectation spéciale	16 500	17500	16000
CHARGES			
BUDGET GENERAL	1486900	1582900	1693100
Dépenses du budget général	1 381 400	1467000	1568700
<i>dont dépenses en capital</i>	485 500	518300	546900
Budget annexe et autres budgets	89 000	98400	108400
Compte d'affectation spéciale	16 500	17500	16000
SOLDE BUDGETAIRE GLOBAL	-153900	-134100	-120000

Source : DGB, septembre 2019

Somme toute, l'élaboration du budget 2020 permettra d'atteindre les objectifs de politique économique ci-après :

- porter le taux de pression fiscale de 11,0% en 2019 à 11,3% en 2022 ;
- réduire progressivement le ratio masse salariale sur recettes fiscales de 42,5% en 2019 à 39,4% en 2022 ;
- réduire le déficit budgétaire (dons compris) en pourcentage du PIB de 2,2% en 2019 à 1,8% en 2020 et à 1,2% en 2022.

Tableau 14 : Quelques indicateurs des finances publiques sur la période 2020-2022 (en %)

Année	2020	2021	2022
% du PIB			
Recettes totales	13,3	13,3	13,3
Recettes fiscales	11,2	11,3	11,3
Recettes non fiscales	3,0	3,0	3,0
Dépenses totales et prêts nets	16,0	15,7	15,5
Masse salariale	4,4	4,4	4,4
Investissement public	5,5	5,4	5,2
Contribution budgétaire à l'investissement	3,1	3,0	2,9
Solde budgétaire global, base ordonnancement, dons compris	-1,8	-1,4	-1,2
% des recettes fiscales			
Masse Salariale	39,4	39,4	39,4

Source : DPC/DGAE/MEF, Septembre 2019



II.2.2 Stratégie d'endettement sur la période 2020-2022

Les options stratégiques du Gouvernement en matière d'endettement sur la période 2020-2022 resteront globalement cohérentes avec la stratégie d'endettement 2017-2021.

En effet, les décisions d'emprunt seront prises de façon à ce que les risques, surtout celui de refinancement, soient atténués, tout en maintenant une certaine souplesse pour répondre à une évolution de la conjoncture.

Ainsi, au plan extérieur :

- l'État fera un recours prioritaire aux financements extérieurs concessionnels, notamment les emprunts multilatéraux hautement concessionnels afin de réduire les risques de refinancement et de taux d'intérêt, sans accroître le coût de la dette ;
- le recours aux emprunts extérieurs libellés en euro contribuera à réduire l'exposition du portefeuille de la dette publique au risque de taux de change ;
- la faiblesse des volumes de financement concessionnel au regard des besoins de développement du pays conduirait à une diversification de la base des créanciers en recherchant des financements auprès des bailleurs de fonds non traditionnels. Lesdits financements seront mobilisés au cas par cas et serviront à réaliser des projets rentables.

Au plan intérieur, la stratégie est orientée vers une réduction progressive du recours aux bons de Trésor et une émission de titres de longue maturité sur le marché régional afin d'améliorer le profil de remboursement de la dette.

II.2.3 Situation financière des entreprises publiques sur la période 2020-2022

Il ressort des données disponibles que la situation financière prévisionnelle des établissements publics serait globalement favorable sur la période 2020-2022. Les chiffres d'affaires des sociétés progresseraient de 16,7% en ressortant à 352,4 milliards FCFA en 2022 contre 302,0 milliards FCFA en 2020. S'agissant des offices, la même tendance s'observerait avec un chiffre d'affaires qui s'établirait à 83,7 milliards FCFA en 2022 contre 74,5 milliards FCFA en 2020.



Graphique 15 : Évolution prévisionnelle des chiffres d'affaires des sociétés et offices d'État sur la période 2020-2022 (en milliards FCFA)



Source : DGAE-DGPED, avril 2019

La maîtrise des charges et l'amélioration des produits attendus induiraient une amélioration des résultats nets à moyen terme. Ainsi, globalement, les résultats pour les offices passeraient de 10,4 milliards FCFA en 2020 à 13,9 milliards FCFA en 2022, soit une augmentation de 33,7%. Ceux des sociétés s'établiraient à 19,7 milliards FCFA en 2022 contre 16,4 milliards FCFA en 2020, soit une hausse de 20,1%.

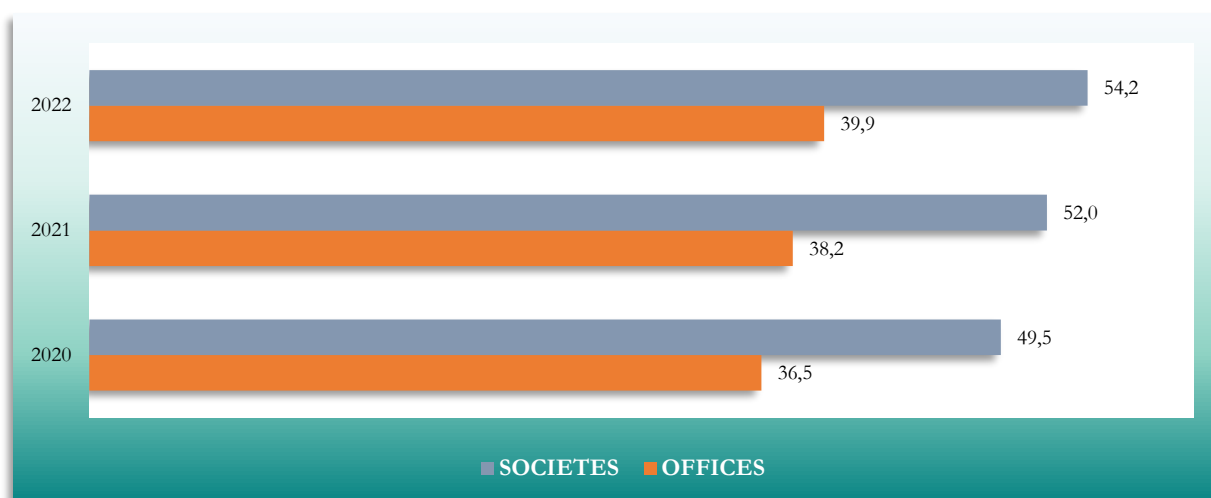
Tableau 15 : Évolution prévisionnelle de quelques indicateurs des sociétés et offices d'État sur la période 2020-2022 (en milliards FCFA)

Année	TOTAL PRODUITS		TOTAL CHARGES		RESULTAT NET	
	Offices	Sociétés	Offices	Sociétés	Offices	Sociétés
2020	152,9	342,3	142,5	325,9	10,4	16,4
2021	158,8	369,8	148,0	352,4	10,8	17,4
2022	167,0	401,4	153,1	381,7	13,9	19,7

Source : DGAE-DGPED, avril 2019

S'agissant des charges de personnel, elles resteraient contenues à l'instar des charges totales. Pour les offices, elles passeraient de 36,5 milliards FCFA en 2020 à 39,9 milliards FCFA en 2022, affichant ainsi une amélioration de 9,3%. Elles représenteraient 25,6% des charges totales des offices en 2020. Pour les sociétés, les charges de personnel afficheraient une hausse de 9,5% entre 2020 et 2022 et représenteraient 15,2% des charges totales des sociétés en 2020.

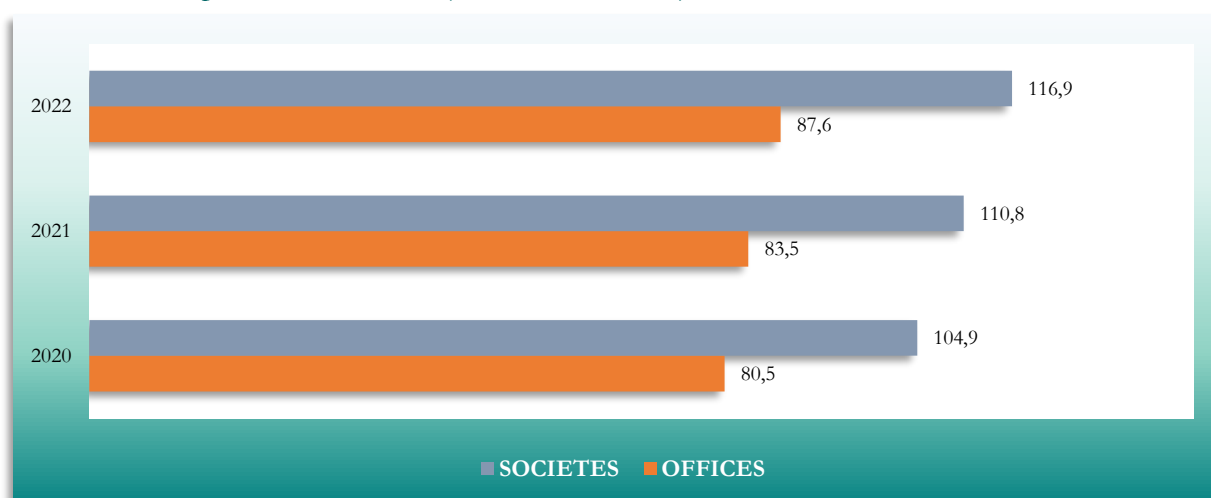
Graphique 16 : Évolution prévisionnelle des charges de personnel des sociétés et offices d'État sur la période 2020-2022 (en milliards FCFA)



Source : DGAE-DGPED, avril 2019

Abordant les subventions, les données disponibles montrent qu'elles resteraient soutenues à moyen terme. Elles s'établiraient à 204,5 milliards FCFA en 2022 contre 185,4 milliards FCFA en 2020, affichant une hausse de 10,3%.

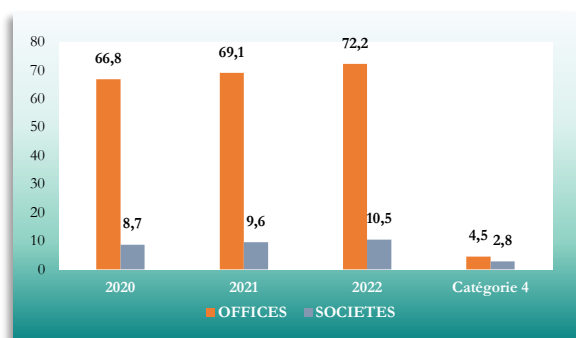
Graphique 17 : Évolution prévisionnelle des subventions dans les établissements publics sur la période 2020-2022 (en milliards FCFA)



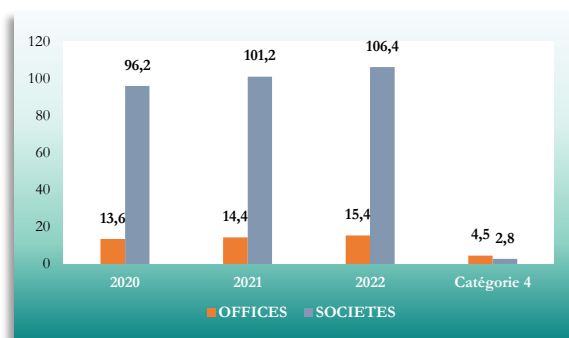
Source : DGAE-DGPED, avril 2019

Les subventions totales restent dominées au niveau des offices par les subventions d'exploitation tandis que les sociétés recevront principalement des subventions d'investissement. Ces subventions resteront toutefois maîtrisées.

Graphique 18 : Subvention d'exploitation des établissements publics (en milliards FCFA)



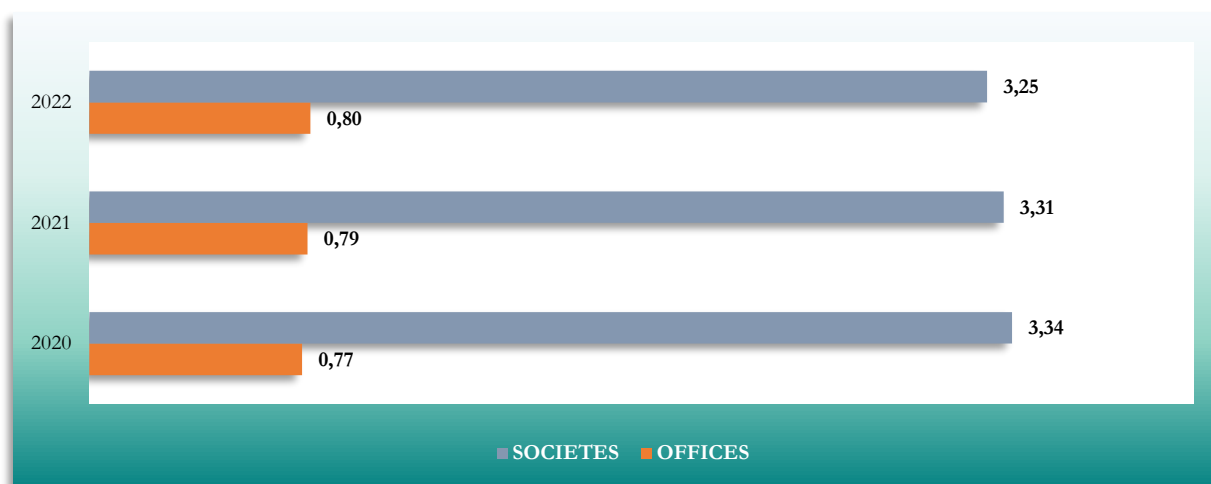
Graphique 19 : Subvention d'investissement des établissements publics (en milliards FCFA)



Source : DGAE-DGPED, avril 2019

Enfin, les impôts et taxes payés par les établissements publics resteront globalement faibles sur la période 2020-2022. Ils resteront inférieurs à 1,0 milliard FCFA pour les offices et autour de 3,0 milliards FCFA pour les sociétés, sur la période sous revue.

Graphique 20: Évolution prévisionnelle des impôts et taxes des établissements publics sur la période 2020-2022 (en milliards FCFA)



Source : DGAE-DGPED, avril 2019

II.2.4 Perspectives des finances locales sur la période 2020-2022

Les objectifs de la politique économique en ce qui concerne les collectivités locales à moyen terme se résument comme suit :

- contribuer à la réduction de la pauvreté, et à l'atteinte des ODD par un meilleur accès des populations locales aux services sociocommunautaires de base de bonne qualité et à la promotion de l'économie locale par la réalisation des infrastructures subséquentes (constructions des infrastructures scolaires, sanitaires, hydrauliques, d'assainissement, marchandes, etc.) ;

- améliorer le taux de transfert des ressources financières aux collectivités locales pour la mise en œuvre des plans de développement communaux en vue de la satisfaction des besoins de base des communautés ;
- renforcer l'assistance-conseil des Services Déconcentrés de l'État aux communes ;
- renforcer le suivi, l'audit, le contrôle de la gestion et l'utilisation des fonds transférés et la mise en œuvre des sanctions.

En tenant compte de ces différents objectifs sus-cités, il est prévu une amélioration progressive de la situation financière des communes comme le montre le tableau n°16 ci-dessous.

L'accroissement des transferts du Gouvernement aux collectivités locales sur le triennal 2020-2022 concerne aussi bien le Fonds d'Appui au Développement des Communes (FADeC) affecté que celui non affecté, ainsi que tous les secteurs de l'économie.

Tableau 16 : Évolution prévisionnelle des recettes et des dépenses totales des communes de 2020 à 2022 (en milliards FCFA)

Postes	2020	2021	2022	Variation 2022/2020 en %
Recettes totales dont :	81,0	81,6	82,5	1,9
Propres	35,0	35,1	36,0	2,9
Transferts ¹³	46,0	46,5	46,5	1,1
Dépenses totales dont :	69,0	70,0	70,0	1,4
Fonctionnement	35,5	36,0	36,0	1,4
Investissement	33,5	34,0	34,0	1,5

Source : DGAE sur la base des données de la CONAFIL/MDGL, mai 2019.

II.2.5 Perspectives en matière de sécurité sociale sur la période 2020-2022

II.2.5.1 Perspectives de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS)

La vision de l'État pour la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) à l'horizon 2021, est de faire de cette institution, dans l'espace CIPRES¹⁴, une institution de référence en matière de prévoyance sociale, dotée d'une culture de management orientée vers les résultats. Dans le cadre de la réalisation de cette vision, les objectifs

¹³ Ils comprennent les transferts affectés et non affectés qui sont retracés au niveau de la CONAFIL, ainsi que les transferts qui proviennent directement des Partenaires Financiers avec lesquels les communes sont en relation directe. Il faut ajouter à toutes ces ressources, les transferts fiscaux envoyés aux communes directement par les services de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique/MEF.

¹⁴ CIPRES : Conférence Interafricaine de la Prévoyance Sociale qui réunit 15 Pays.

poursuivis par la CNSS consistent à : i) assurer des prestations de qualité aux usagers-clients ; ii) garantir la pérennité du régime général de sécurité sociale ; iii) doter la CNSS d'une organisation performante.

Les réformes majeures prévues par cette institution concernent : la modernisation du système d'information de la Caisse, la création de nouvelles agences pour rapprocher la Caisse de ses usagers-clients, l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de communication, la mise en œuvre des réformes systémiques et paramétriques pour maintenir l'équilibre financier des différentes branches de prestations et la diversification des placements à travers un plan quinquennal d'investissement.

Sur cette base, les projections des recettes sont de 154,8 milliards FCFA en 2022 contre 129,8 milliards FCFA en 2020, soit une hausse de 19,3%. Du côté des dépenses, elles s'afficheraient à 68,1 milliards FCFA en 2022 contre 52,9 milliards FCFA en 2020, soit une augmentation de 28,7%.

De l'évolution des recettes et des dépenses, il se dégage un excédent qui atteindrait 86,7 milliards FCFA en 2022 contre 76,9 milliards FCFA en 2020, soit un accroissement de 12,7%. Sur cette base, les projections des recettes et des dépenses de la caisse s'affichent ainsi qu'il suit :

Tableau 17 : Perspectives de charges, de produits et de résultats de la CNSS sur la période 2020-2022 (en milliards FCFA)

Année	2020	2021	2022
CHARGES	52,9	59,8	68,1
Charges techniques	43,2	49,6	56,5
Charges de gestion	9,7	10,2	11,6
PRODUITS	129,8	141,7	154,8
Produits techniques	88,8	97,1	106,2
Revenus de placements	41,0	44,6	48,6
RESULTATS (Produits-Charges)	76,9	81,9	86,7

Source : CNSS, avril 2019

II.2.5.2 Perspectives au niveau du Fonds National des Retraites du Bénin (FNRB)

Les perspectives du FNRB sont impactées par l'évolution des départs à la retraite à moyen terme. Comme le montre le tableau n°18, la période 2020-2022 est marquée par des effectifs croissants de départ à la retraite, aussi bien des APE que des ACE.

Tableau 18 : Perspectives des départs à la retraite sur la période 2020-2022

Année	APE	ACE	Effectif Total	Incidence Financière (En FCFA)
2020	535	611	1146	916 908 941
2021	647	720	1367	1 060 035 586
2022	704	766	1470	2 705 304 863

Source : FNRB, avril 2019



Pour faciliter la délivrance des carnets et le paiement des pensions aux retraités actuels et futurs, le Gouvernement a mis en œuvre une série de réformes dont :

- la systématisation de la délivrance des carnets dès le départ des agents à la retraite. Le lancement officiel de cette réforme a été fait le 12 avril 2019 par la Ministre en charge du travail et de la fonction publique ;
- la remise des carnets de pension dans les départements à compter de juin 2018. Avant cette réforme, les nouveaux pensionnés se déplaçaient vers Cotonou pour le paiement de leur première pension ;
- la bancarisation des pensions de plus de 50 000 FCFA par un virement automatique des pensions dans les comptes bancaires des bénéficiaires ;
- l'instauration d'une permanence entre 12h30 et 15h au service des pensions pour assurer l'accès aux services ;
- l'amélioration du cadre d'accueil, l'écoute et l'orientation des pensionnés ;
- la simplification des procédures à travers : i) la suppression de certaines pièces autrefois exigées (cas des révisions, reprises de pensions, ordonnance portant désignation de liquidateur de succession, etc.) ii) la réalisation des interconnexions entre les différents systèmes de gestion du personnel de l'État, des salaires et des pensions et iii) la numérisation de tous les reçus ;
- la création des services régionaux de Lokossa et de Porto-Novo ; etc.

Pour la période de 2020-2022, la politique de gestion des pensions sera orientée vers la pérennité du régime de retraite du FNRB. De façon spécifique, l'État, à travers le FNRB entend : i) réaliser une étude actuarielle et financière du régime de retraite ; ii) moderniser la gestion du régime par : la refonte du système d'information, la dématérialisation du processus de gestion des pensions, la normalisation des procédures ; iii) mettre en œuvre plusieurs réformes juridiques et institutionnelles à travers :

- la relecture et la réécriture des textes régissant les pensions ;
- la redéfinition claire des différentes branches ainsi que les sources de financement de chacune d'elles ;
- la définition d'activités connexes pour diversifier les ressources du fonds ;
- la proposition d'une structure organisationnelle et fonctionnelle du FNRB ;
- la proposition d'un mode de gestion répondant aux normes internationales.

Sur cette base, l'État compte porter les produits du FNRB à 57,5 milliards FCFA en 2022 contre 52,3 milliards FCFA en 2020, en lien avec l'échelonnement indiciaire et les recrutements d'agents programmés pour la période 2019-2021. Les dépenses sur la même période, s'établiront à 87,8 milliards FCFA en 2022 contre 86,1 milliards FCFA

en 2020, traduisant un effort de maîtrise de leur progression. Il en découlera une réduction qui passerait de 33,8 milliards FCFA en 2020 à 30,3 milliards FCFA en 2022.

Tableau 19 : Perspectives des charges et des produits du FNRB sur la période 2020-2022 (en milliards FCFA)

Année	2020	2021	2022
CHARGES	86,1	86,9	87,8
Autres transferts courants	85,1	86,0	86,8
Dépenses de pensions	83,9	84,8	85,6
Soins et hospitalisation des pensionnés	1,2	1,2	1,2
Evacuation sanitaire	-	-	-
Fonctionnement FNRB	1,0	1,0	1,0
PRODUITS	52,3	54,8	57,5
Recettes de cotisations	50,8	53,3	56,0
Recettes issues de la validation des services	1,5	1,5	1,5
RESULTATS (Recettes-Dépenses)	-33,8	-32,1	-30,3

Source : FNRB, Présentation du 04 février 2019



CONCLUSION

L'activité économique mondiale a été marquée en 2018 par un fléchissement de la croissance économique, suite aux effets négatifs de l'escalade des tensions commerciales ainsi qu'à une détérioration des conditions économiques dans certains pays émergents et en développement. Selon le Fonds Monétaire International (FMI), la croissance de l'économie mondiale se situerait à 3,6% en 2018 contre 3,8% en 2017.

Au **plan national**, l'activité économique a connu une amélioration en 2018 grâce à la bonne tenue de la production agricole, la vitalité de l'activité agro-industrielle et le dynamisme du Port Autonome de Cotonou, consécutif aux réformes mises en œuvre par le Gouvernement. Ainsi, le taux de croissance de l'économie s'afficherait à 6,7%, en 2018 contre 5,7% en 2017 et 3,3% en 2016. Cette accélération de la croissance de l'activité s'est déroulée dans un contexte de maîtrise du déficit budgétaire. Ainsi, le déficit budgétaire, dons compris, s'est affiché à 1,4% du PIB en 2018 contre une prévision de 4,7% du PIB et une réalisation de 2,6% en 2017 et 3,1% en 2016. Il s'en est suivi un niveau d'endettement de 41,0% du PIB en 2018, en légère hausse par rapport à 2017 (39,6% du PIB). S'agissant des collectivités locales, leur situation financière montre une amélioration continue de leurs ressources, tirée par les transferts reçus. En ce qui concerne les établissements publics, ils affichent un résultat globalement positif sur la période sous revue, tant au niveau des sociétés que des offices. Enfin, les performances financières des organismes de sécurité sociale sont également favorables. Elles montrent une amélioration continue des excédents de la CNSS et une réduction du déficit du FNRB.

Les grandes orientations de la politique économique sur la période 2020-2022 s'inscrivent dans la droite ligne du Programme d'Actions du Gouvernement 2016-2021. Le taux de croissance poursuivrait son accélération et resterait élevé et soutenu à moyen terme, en s'affichant autour de 7,6%. L'État poursuivra sa politique de consolidation budgétaire. Ainsi, pour le budget 2020, les ressources du budget général s'afficheront à 1 333,0 milliards FCFA contre 1 211,9 milliards FCFA en 2019, soit une hausse de 10,0% et permettra de fixer le déficit budgétaire, dons compris, à 1,8% du PIB contre 2,2% du PIB en 2019, largement contenu dans le plafond communautaire de 3% prescrit par les critères de convergence de l'UEMOA.

En somme, la politique budgétaire sera conduite de manière à respecter la stratégie d'endettement dont le Bénin s'est doté afin de maintenir la viabilité de la dette et la



soutenabilité des finances publiques, en se couvrant au mieux contre les risques de taux d'intérêt, de taux de change et de refinancement.

